

Fondation Hironnelle

Agence d'Information, de documentation et de formation, Arusha (Tanzanie) : Burundi / Pourparlers de paix

Burundi - Les négociations de paix - 1998 - Archives

19 DECEMBRE 1998

BURUNDI /NEGOCIATIONS

LA FONDATION NYERERE SE DEFEND D'AVOIR DETOURNE DES FONDS

Arusha, 19 décembre 98 (FH) - La Fondation Nyerere, organisatrice des pourparlers de paix inter-burundais, s'est défendue samedi d'avoir détourné des fonds. "Il n'y a eu ni vols ni détournements " a expliqué le directeur de la Fondation Nyerere, Joseph Butiku, lors d'une conférence de presse tenue le lendemain de la clôture des travaux des commissions issues des négociations interburundaises.

Joseph Butiku a rejeté les allégations de mauvaise gestion publiées dans la presse régionale, affirmant que toutes les opérations financières sont régulières.

L'hebdomadaire "The East African", basé à Nairobi, a fait état, dans son édition du 26 octobre au 1er novembre derniers, de malversations dans la location des véhicules, lors du deuxième round des négociations au mois de juillet.

M. Butiku a indiqué que le nombre de véhicules loués a dû augmenter, suite à l'arrivée inattendue de chefs d'Etat de la région, dont le président burundais, le major Pierre Buyoya. Le président burundais a assisté, en juillet dernier, aux côtés des chefs d'Etats de la Tanzanie, de l'Ouganda, du Rwanda, du vice-président de la Zambie et des délégués venus notamment du Kenya et du Burkina Faso, à l'ouverture officielle du deuxième round des pourparlers.

Le directeur de la Fondation Nyerere a ajouté que la compagnie de transport contactée à cette occasion a majoré les tarifs, le mettant devant un fait accompli.

Joseph Butiku a par contre relevé deux "irrégularités", impliquant quatre fonctionnaires du ministère tanzanien des affaires étrangères, qui n'ont pas justifié l'utilisation de plus de soixante trois mille dollars de la Fondation Nyerere, a-t-il dit. "Ces gens sont identifiés et des mesures seront prises à l'égard", a dit M. Butiku, se refusant à révéler leur identité.

Le directeur de la Fondation Nyerere a précisé que les fonds alloués pour les pourparlers de paix inter-burundais sont désormais gérés par une firme internationale, la Price Water House, choisie par les donateurs. Les principaux donateurs ont été jusqu'ici l'Union européenne, la Grande Bretagne, l'Allemagne, la Suisse, la Suède, la Finlande, la Chine, le Japon, l'Irlande, la Belgique, l'Organisation de l'unité africaine (OUA), l'ONU et son agence chargée de l'éducation, l'UNESCO.

Les pourparlers de paix inter-burundais ont déjà coûté un million et cent mille dollars depuis le mois de juin dernier, a dit le directeur de la Fondation Nyerere. Joseph Butiku estime à six millions de dollars les fonds nécessaires pour la période allant jusqu'en juin 1999. Le quatrième round des négociations a été fixé au 18 janvier prochain.

Joseph Butiku a par ailleurs souligné que les fonds alloués aux pourparlers de paix interburundais sont gérés séparément des fonds propres de la Fondation Nyerere. La Fondation Nyerere a un compte d'environ huit cents mille dollars, l'objectif étant d'atteindre deux millions cinq cent mille dollars générateurs d'intérêts, selon M.Butiku.

Les fonds propres de la Fondation Nyerere ont été rassemblés à partir des cotisations des membres, des dîners et des conférences organisés en Tanzanie, aux Etats Unies et en Afrique du Sud et des donateurs privés..

Le président sud-africain, Nelson Mandela, a accordé six cents huit mille dollars à la Fondation Nyerere, tandis que le président ougandais, Yoweri Museveni, lui a fourni deux cents mille dollars, a indiqué M.Butiku.

La branche sud-africaine de la société d'exploitation minière Anglo-American, a également contribué à la Fondation Nyerere, à concurrence de cinquante mille dollars, selon Joseph Butiku. "Nous avons des mines ici. Nous avons intérêt à investir dans la paix", ont dit à propos de leurs motivations les responsables d'Anglo-American, cités par le directeur de la Fondation Nyerere

Créée en juin 1996, la Fondation Nyerere a pour objectif la promotion de la paix dans la région des grands lacs africains.

AT/PHD/FH (BU&1219A)

18 DECEMBRE 1998

BURUNDI/NEGOCIATIONS

LE MINISTRE BURUNDAIS DU PROCESSUS DE PAIX CONFIAIT EN LA LEVEE PROCHAINE DES SANCTIONS

Arusha, 18 décembre 98 (FH) - Le ministre burundais du processus de paix, Ambroise Niyonsaba, s'est déclaré confiant en la levée prochaine des sanctions contre le Burundi, vendredi soir à Arusha.

"Le médiateur [l'ancien président tanzanien, Julius Nyerere] a dit à plusieurs personnalités qu'il a l'intention de transmettre aux chefs d'Etat de la région un rapport au sujet des sanctions", a indiqué M. Niyonsaba à l'agence indépendante de presse Hironnelle.

"Nous sommes confiants qu'après examen de ce rapport, les chefs d'Etat pourront lever ces sanctions", a ajouté le ministre burundais.

Des sanctions économiques contre le Burundi sont en principe observées par neuf pays de la région, depuis le coup d'Etat de juillet 1996 qui a porté au pouvoir l'actuel président, le major Pierre Buyoya. Les pays de la région exigeaient notamment l'ouverture des négociations avec l'opposition armée.

"Je vais expliquer aux dirigeants de la région que nous avons atteint des progrès notables", a indiqué Julius Nyerere, à la clôture des travaux de trois commissions issues des pourparlers de paix inter-burundais qui étaient réunies depuis lundi à Arusha (nord de la Tanzanie).

Au mois d'octobre dernier, Julius Nyerere avait demandé aux Burundais de lui donner "un message clair" à transmettre aux chefs d'Etat de la région au sujet de la levée des sanctions.

"Si les Burundais font preuve de sérieux dans ces négociations et me donnent un message clair à transmettre aux chefs d'Etat de la région au sujet de la levée des sanctions, je suis sûr qu'en l'espace d'une semaine, ces sanctions seront levées" avait notamment déclaré l'ancien chef d'Etat tanzanien.

Vendredi soir, Julius Nyerere s'est félicité "de la manière dont les travaux ont été menés" et pour "les résultats satisfaisants obtenus" en commissions.

Les commissions qui se sont réunies sont celles de la nature du conflit burundais, de la démocratie et de la bonne gouvernance ainsi que celle de la paix et la sécurité pour tous.

Les délégués devraient se retrouver le 18 janvier 1999, pour discuter notamment des problèmes de reconstruction, de réhabilitation et de développement du Burundi, a précisé Julius Nyerere.

AT/PHD/FH (BU&1218A)

14 DECEMBRE 1998

BURUNDI/ NEGOCIATIONS

LES COMMISSIONS SONT ENTREES DANS LE VIF DU SUJET MERCREDI SOIR

Arusha, 16 décembre 98 (FH) - Les commissions issues des pourparlers de paix inter-burundais réunies à Arusha (nord de la Tanzanie), étaient entrées mercredi soir dans le vif du sujet.

Ouverts officiellement lundi dernier par le médiateur tanzanien Julius Nyerere, les travaux s'étaient jusque là limités à des consultations entre les délégations et les présidents des commissions

Mercredi, deux des trois commissions invitées ont tenu chacune sa première séance plénière, marquant ainsi leur entrée dans le vif du sujet.

Les commissions qui se sont réunies en plénière sont celle de la paix et de la sécurité pour tous, présidée par le père italien de la communauté de San Egidio Matteo Zuppi, ainsi que celle de la démocratie et de la bonne gouvernance, dirigée par Nicholas Haysom, conseiller juridique du président sud africain, Nelson Mandela.

Seule la commission traitant de la nature du conflit burundais ne s'était pas réunie mercredi soir, mais elle devrait le faire jeudi matin, a indiqué son président, le Mozambicain Amando Guebuza.

Selon Barnabé Bugera du Front pour la libération nationale (FROLINA, opposition armée), membre de la commission sur la nature du conflit, le retard s'explique par le fait que "le problème à traiter est complexe" car "c'est le nœud de la crise", a-t-il dit, ajoutant qu'il faut "l'examiner dans tous ses contours."

Le président de la commission a d'abord rencontré les délégations pour discuter des propositions émises au cours du débat général de juin dernier et vérifier éventuellement s'il n'y a pas eu de changements de position, a poursuivi M. Bugera.

Le chef de la délégation gouvernementale burundaise au sein de la commission sur la paix et la sécurité, Cyprien Mbonimpa, a pour sa part affirmé que cette commission a eu le désavantage de commencer les travaux après les autres, rappelant que les deux premiers avaient fait leurs premières consultations en octobre dernier.

Le consensus obtenu tardivement sur la présidence de la commission avait retardé la nomination de ses membres, notent les observateurs.

Un membre de la commission sur la démocratie et la bonne gouvernance a pour sa part estimé que le délai d'une semaine imparti au travaux en commissions est court.

Pour Rémy Nkengurutse du Parti pour le redressement national (PARENA) de l'ancien président Jean Baptiste Bagaza, "le volume du travail est très grand, le temps assez court et le leadership très occupé", a-t-il dit.

Rémy Nkengurukiye a déploré le fait que, selon lui, le vice-président de la commission démocratie et bonne gouvernance, le Suisse Thomas Fleiner, devait quitter Arusha mercredi et le président, vendredi.

Les travaux des commissions devraient se terminer le 21 décembre.

AT/PHD/FH (1216A)

14 DECEMBRE 1998
BURUNDI/NEGOCIATIONS.

JULIUS NYERERE DEPLORE LES VIOLATIONS DU CESSEZ-LE-FEU AU BURUNDI

Arusha, 14 décembre 98 (FH) - L'ancien président tanzanien, Julius Nyerere, médiateur dans le conflit burundais, a déploré lundi, à Arusha, les violations du cessez-le-feu par les différents protagonistes.

Julius Nyerere qui ouvrait les travaux de trois des cinq commissions issues des pourparlers de paix inter-burundais se déroulant à Arusha (nord de la Tanzanie) depuis six mois, a indiqué que l'étape actuelle constitue "le début d'une phase importante dans nos efforts pour promouvoir la paix pour tous au Burundi", a-t-il dit.

"Lors de la réunion de juin, nous sommes convenus de négocier sérieusement. Pour cela, il fallait mettre un terme aux hostilités. Et toutes les parties avaient accepté", a fait remarquer Julius Nyerere.

Le médiateur a ensuite regretté le fait "qu'il s'avère qu'on n'a pas encore honoré ces engagements, jusqu'à ce jour", exprimant l'espoir "qu'on pourra les honorer sous peu".

Les parties burundaises avaient signé au mois de juin dernier un accord de cessez-le-feu qui est, depuis lors, resté lettre morte.

Les commissions réunies sont celles chargées d'étudier la nature du conflit, les questions de démocratie et de bonne gouvernance, ainsi que celle sur la paix et la sécurité pour tous. Les travaux devraient durer une semaine.

Lors des précédentes étapes des négociations, les délégations s'étaient limitées à des exposés généraux sur les thèmes retenus, les organisateurs ayant souhaité que les débats de fond se déroulent en commissions.

Chaque commission comporte dix-huit membres, soit un représentant par délégation admise à négocier : gouvernement, assemblée nationale, partis politiques de l'intérieur et opposition armée.

La commission sur la nature du conflit burundais est présidée par le Mozambicain Amando Guebuza, président du groupe parlementaire du parti au pouvoir au Mozambique, le FRELIMO, celle sur la démocratie et la bonne gouvernance par le professeur Nicholas Haysom, conseiller juridique du président sud-africain, Nelson Mandela, tandis que celle sur la paix et la sécurité est confiée au père italien de la communauté de San Egidio, Matteo Zuppi.

Les conclusions de ces commissions seront examinées en séance plénière au cours du quatrième round de négociations dont le début a été fixé au 18 janvier 1999. A son agenda devrait également figurer la reconstruction et le développement d'un "Burundi post-Arusha"

La crise burundaise a éclaté en octobre 1993, lorsque le premier président démocratiquement élu, Melchior Ndadaye, a été tué, lors d'une tentative de coup d'état militaire qui a également coûté la vie à plusieurs de ses collaborateurs.

BN/AT/PHD/FH (Bu&1214A)

4 DECEMBRE 1998

BURUNDI/NEGOCIATIONS

REUNION DE TROIS COMMISSIONS LE 14 DECEMBRE PROCHAIN A ARUSHA

Arusha, 4 décembre 98 (FH) - Trois des cinq commissions issues des pourparlers de paix inter-burundais se réuniront le 14 décembre prochain à Arusha, a indiqué vendredi un assistant de l'ancien président tanzanien, Julius Nyerere, médiateur dans le conflit.

Les commissions concernées sont celles sur la nature du conflit, sur la démocratie et la bonne gouvernance ainsi que celle sur la paix et la sécurité pour tous, a précisé Paul Bomani, contacté par téléphone depuis Dar-es-salaam, par l'agence indépendante de presse Hirondelle.

Les Burundais s'étaient mis d'accord, lors du troisième round des pourparlers tenu au mois d'octobre dernier à Arusha, sur la composition de certaines commissions et sur les personnalités qui vont les diriger.

Lors des précédentes étapes des négociations, les délégations s'étaient limitées à des exposés généraux sur les thèmes retenus, les organisateurs ayant souhaité que les débats de fond se déroulent en commission.

A part les trois commissions citées, deux autres ont été prévues: celle de la reconstruction et du développement ainsi que celle devant garantir l'application des accords de paix escomptés.

Chaque commission comporte dix-huit membres, soit un représentant par délégation admise à négocier: gouvernement, assemblée nationale, partis de l'intérieur et opposition armée.

La commission sur la nature du conflit burundais est présidée par le mozambicain Amando Guebuza, président du groupe parlementaire du parti au pouvoir au Mozambique, le FRELIMO, celle sur la démocratie et la bonne gouvernance par le professeur Nicholas Haysom, conseiller juridique du président sud-africain, Nelson Mandela, tandis que celle sur la paix et la sécurité est confiée au père italien de la communauté de San Egidio, Matteo Zuppi.

Le quatrième round de négociations a été fixé au 18 janvier 1999. A son agenda devrait figurer la reconstruction et le développement d'un "Burundi post-Arusha" et l'étude des propositions issues des trois commissions qui se réunissent le 14 décembre prochain.

AT/PHD/FH (BU&1204A)

22 OCTOBRE 1998

BURUNDI/NEGOCIATIONS

LE PROCHAIN ROUND DE NEGOCIATIONS FIXE AU 18 JANVIER 1999

Arusha, 22 octobre 98 (FH) - Un quatrième round de négociations de paix pour le Burundi a été fixé au 18 janvier 1999 à Arusha (Tanzanie) a-t-on indiqué jeudi à l'agence indépendante de presse Hironnelle, à la clôture de la troisième session de pourparlers.

Selon la Fondation Nyerere, organisatrice des débats qui se sont tenus depuis le 13 octobre à huis-clos, deux points figurent à l'agenda du quatrième round de négociations: la reconstruction et le développement d'un "Burundi post-Arusha" et l'étude des propositions issues de trois commissions.

Les commissions sur la nature du conflit, la démocratie et la bonne gouvernance et sur la paix et la sécurité pour tous se réuniront à Arusha d'ici à la reprise officielle des pourparlers en janvier prochain.

Un accord est intervenu sur la présidence jusque là controversée de la commission Paix et sécurité, qui sera confiée au père italien de la communauté de San Egidio, Padre Matteo Zuppi, a annoncé le porte-parole de la Fondation Nyerere.

La candidature du général nigérian Victor Malu, ancien commandant de la force ouest africaine de maintien de la paix au Liberia et en Sierra Leone, comme président de la commission "paix et sécurité" avait été contesté par le gouvernement burundais et les délégations qui lui sont proches.

La présidence de la commission sur la démocratie et la bonne gouvernance a été confiée à un conseiller juridique du président sud-africain Nelson Mandela, le professeur Nicholas Haysom, représentant du juge sud-africain Richard Goldstone, ancien procureur des tribunaux des Nations unies pour le Rwanda et l'ex-Yougoslavie, qui a été empêché.

La commission sur la nature du conflit, qui devait poursuivre ses travaux jeudi, est dirigée par le Mozambicain Armando Emilio Guebuza, président du groupe parlementaire du parti au pouvoir, le FRELIMO.

Deux autres commissions sont prévues. Celle sur la reconstruction et le développement sera confiée à l'Autrichien Georg Lenkin, directeur au ministère du développement à Vienne, tandis que celle sur le respect des futurs accords de paix n'a pas été formée à ce stade des pourparlers.

Chaque commission comporte dix-huit membres, soit un représentant par délégation admise à négocier : gouvernement, assemblée nationale, Frodebu (Front pour la démocratie au Burundi, opposition parlementaire), Uprona (Union pour le progrès national, pro-gouvernemental), CNDD (Conseil national de défense de la démocratie, opposition armée), Parena (Parti pour le redressement national, opposition tutsie), Parti libéral (opposition), PIT (Parti indépendant des travailleurs, pro-gouvernemental), PSD (parti social démocrate, pro-gouvernemental), Abasa (opposition), Inkizo (pro-gouvernemental), AV-Intwari (opposition tutsie), PRP (Parti pour la réconciliation du peuple, opposition royaliste), PP (Parti du peuple, opposition hutue), RPB (Rassemblement du peuple burundais, opposition), Palipehutu (Parti pour la libération du peuple hutu, opposition armée), Frolina (Front pour la libération nationale, opposition armée), Anadde (Alliance nationale pour la démocratie et le développement économique, pro-gouvernementale). La société civile burundaise dispose d'un statut d'observateur permanent, tandis que les

associations de femmes burundaises ont obtenu un statut temporaire d'observatrices lors du troisième round de négociations.

La troisième session s'est conclue jeudi sans cérémonie ni communiqué des parties. Deux précédents round de pourparlers s'étaient déroulés en juin et juillet derniers à Arusha.

Les négociations visent à mettre un terme à un conflit qui, depuis 5 ans, a fait plus de deux cents mille morts, estime-t-on.

FB/DO/FH (BU&1022A)

21 OCTOBRE 1998

BURUNDI/NEGOCIATIONS

CLOTURE DU DEBAT CENTRE SUR LA SECURITE

Arusha, 21 octobre 98 (FH) - Les Burundais réunis en pourparlers de paix à Arusha ont un clôturé mercredi un débat sur la sécurité, a indiqué la Fondation Nyerere, organisatrice des débats. Onze délégués ont pris la parole mercredi pour insister sur la nécessité de réformer l'armée, qui devrait, selon eux revêtir "un caractère national", a indiqué le porte-parole Hashim Mbita, à la sortie des débats qui se déroulent à huis clos depuis le 13 octobre.

Plusieurs délégués ont souhaité que l'armée burundaise assure la sécurité de tous les citoyens sans distinction aucune, a rapporté Hashim Mbita, ajoutant que certains ont proposé une représentation reflétant les réalités démographiques du pays, y compris par le recrutement d'éléments féminins.

Des intervenants ont par ailleurs exprimé leur souci de rassurer les minorités ethniques par une restructuration graduelle des forces de sécurité, armée, gendarmerie et police. Certains ont souligné l'importance d'une définition claire des mandats, zones d'intervention et des autorités de tutelle de ces trois corps.

Le détail des discussions devra être étudié ultérieurement en commission. Toutefois, un consensus n'avait pas encore été trouvé mercredi soir sur la présidence de la commission "paix et sécurité".

La candidature du général nigérian Victor Malu, ancien commandant de la force ouest africaine de maintien de la paix au Liberia et en Sierra Leone, comme président de la commission "paix et sécurité" a été contesté par le gouvernement burundais et les délégations qui lui sont proches.

Les délégués devraient se retrouver jeudi matin en une session plénière qui devrait marquer la fin des travaux du troisième round de négociations et décider de la date d'un quatrième round.

Face à la clôture précoce des débats initialement prévus pour durer trois semaines, le porte-parole de la Fondation Nyerere s'est refusé à tout commentaire. Interrogé sur la mobilisation des fonds nécessaires à la poursuite des pourparlers, Hashim Mbita a admis qu'il existe une "fatigue des donateurs", tout en soulignant l'importance de leur engagement.

Les délégués se sont retrouvés mercredi soir pour un office religieux en commémoration de l'assassinat du premier président démocratiquement élu, Melchior Ndadaye, tué le 21 octobre 1993 lors d'une tentative de coup d'état militaire, avec plusieurs de ses proches collaborateurs.

La crise qui a éclaté au Burundi depuis lors a fait plus de deux cents mille morts, estime-t-on.

AT/FB/DO/FH (bu&1021a)

Les pourparlers de paix inter-burundais se clôturent jeudi

Diffusé par VOA, service français, le 21 octobre 1998.

Lancement.

Les pourparlers de paix inter-burundais ouverts le 13 octobre dernier à Arusha, se clôturent jeudi, a indiqué le porte-parole de la Fondation Nyerere, organisatrice des débats. Depuis Arusha, des précisions d'Augustin Twagirayezu, de l'agence indépendante de presse Hironnelle.

Texte.

Prévu initialement pour trois semaines, le troisième round des pourparlers inter-burundais n'aura finalement duré que dix jours.

Les observateurs estiment que les quelques sept cent vingt huit mille dollars réunis par les donateurs ne pouvaient financer un séjour plus long.

Le porte-parole de la Fondation Nyerere a toutefois expliqué que les débats vont être suspendus, parce que les délégués ont épuisé toutes les questions inscrites à l'ordre du jour.

Les dix sept délégations invitées ont fait tour à tour des exposés sur le thème de la démocratie et de la bonne gouvernance ainsi que celui de la sécurité pour tous.

Les participants se sont en outre entendus sur la composition de quelques commissions de travail et sur leur leadership.

Un consensus n'avait toutefois pas été encore obtenu mercredi soir sur la présidence de la commission paix et sécurité, le gouvernement burundais et certains partis qui lui sont proches, s'étant opposés à la candidature du général nigérian Victor Malu, ancien commandant de l'ECOMOG, la force ouest africaine de maintien de la paix au Libéria et en Sierra Léone.

Les délégués devraient tenir jeudi matin une séance plénière au cours de la quelle devrait notamment être annoncée la date de la prochaine rencontre.

D'Arusha, Augustin Twagirayezu de l'agence indépendante de presse Hironnelle, pour la Voix de l'Amérique.

AT /FH (VOF&1021)

20 OCTOBRE 1998

BURUNDI/NEGOCIATIONS

LE TROISIEME ROUND CONCLU JEUDI, SELON LA FONDATION NYERERE

Arusha, 20 octobre 1998 (FH) - Le troisième round des pourparlers inter-burundais qui se déroule à Arusha depuis une semaine devrait se terminer jeudi prochain, a indiqué mardi le porte-parole de la Fondation Nyerere, organisatrice des débats.

"Le président [l'ancien chef de l'Etat tanzanien Julius Nyerere] pense que cette session devrait être clôturée jeudi" a indiqué à l'agence indépendante de presse Hironnelle le brigadier général Hashim Mbita, sans donner des détails sur les raisons de cette clôture précoce.

Les délégués avaient été invités pour trois semaines, mais les fonds disponibles ne couvrent que dix jours de travaux, notent les observateurs.

La Fondation Nyerere a obtenu des promesses de financement totalisant sept cent vingt huit mille dollars pour le troisième round de pourparlers, fonds essentiellement utilisés pour le transport et l'hébergement des délégués, ainsi que pour le secrétariat.

Mardi, le parti Inkinko, le Parti du peuple (PP), le Parti indépendant des travailleurs (PIT) et deux mouvements rebelles, le Front de libération nationale (FROLINA) et le Conseil national pour la défense de la démocratie (CNDD) se sont exprimés sur le thème de la paix et de la sécurité pour tous au Burundi, portant à huit le nombre de délégations qui ont pris la parole à ce sujet.

Mercredi, les dix-sept délégations présentes devraient s'entendre sur la présidence et la vice-présidence de la commission "paix et sécurité" ainsi que sur sa composition.

La nomination d'un président pour cette commission a été retardée par les réticences manifestées par le gouvernement burundais et les partis qui le soutiennent à la candidature du général nigérian Victor Malu, ancien commandant de la force ouest africaine de maintien de la paix au Liberia et en Sierra Leone.

Une séance plénière devrait marquer la fin des travaux de la troisième session, a indiqué le porte-parole Mbita.

En plus du thème de la paix et de la sécurité, les délégués ont fait des exposés sur la démocratie et la bonne gouvernance au Burundi. Les délégués ont en outre créé des commissions devant approfondir les problèmes de reconstruction et de développement ainsi que la nature du conflit.

La crise au Burundi qui a coûté la vie à environ 200'000 personnes a éclaté en octobre 1993 quand le premier président démocratiquement élu, Melchior Ndadaye, a été tué lors d'une tentative de coup d'état militaire qui a également coûté la vie à plusieurs de ses collaborateurs.

AT/FB/DO/FH (BU&1020A)

19 OCTOBRE 1998

BURUNDI/NEGOCIATIONS

LES DELEGUES ONT ENTAME LE DEBAT SUR LA SECURITE POUR TOUS

Arusha, 19 octobre 98 (FH) - Les délégués aux pourparlers de paix inter-burundais ont entamé lundi à Arusha un débat général sur la sécurité pour tous les citoyens. Trois intervenants se sont exprimés lundi au cours de ce débat à huis clos centré sur la mission de l'armée burundaise et sa composition ethnique, selon plusieurs délégués.

Les présidents du Parti pour la réconciliation du peuple (PRP, royaliste), Mathias Hitimana; du Parti social démocrate (PSD), Godefroy Hakizimana et celui du Parti pour la libération du peuple hutu (PALIPEHUTU, opposition armée), Etienne Karatasi ont successivement pris la parole.

Interrogé par l'agence Hironnelle, le président du PALIPEHUTU, Etienne Karatasi, a estimé que l'armée burundaise "impopulaire, politisée, régionalisée, avec des gens qui préfèrent exercer des tâches politiques plutôt qu'assurer la sécurité de tous les citoyens [...] joue un grand rôle dans la tragédie qui touche le Burundi". Selon Etienne Karatasi, pour que l'armée burundaise soit "crédible", elle devrait refléter la composition ethnique de la population et par conséquent comporter 85% de Hutus, 14% de Tutsis et 1% de Twas, selon lui.

Le président du PSD a de son côté rejeté une politique des quotas ethniques et prôné le volontariat dans le recrutement des militaires et des gendarmes au Burundi. "Nous ne pouvons accepter qu'il y ait des quotas; parce que cela amènerait un certain antagonisme au sein de ce corps", a affirmé Godefroy Hakizimana. Le PSD a par ailleurs proposé "un pacte national de cohabitation pacifique entre les Burundais" qui permettrait la mise en place d'institutions politiques qui sécuriseraient tout le monde.

Le président du PRP a pour sa part expliqué le cycle de violences au Burundi par une crise de l'autorité consécutive à la destitution de la royauté en 1966. "La crise de l'autorité, c'est que nous sommes profondément monarchistes au Burundi et l'armée nous a poussé de force, par un coup d'état militaire en 1966, à entrer dans un système de gestion du pouvoir et d'accès au pouvoir qui n'était pas dans nos habitudes, ni dans nos mentalités". Mathias Hitimana a ajouté que "dans la mentalité burundaise, l'autorité du pays était incarnée par le roi, qui était l'incarnation de la justice, de la paix, et un recours suprême". Avec la destitution du roi, "les Burundais ont perdu leurs repères, ils ont perdu leur référence traditionnelle et c'est pour cela qu'il y a eu recrudescence de violence pour accéder au pouvoir", a expliqué Mathias Hitimana. Le PRP propose par ailleurs que les députés soient élus à part égale pour chaque communauté ethnique. Selon lui, le chef de l'Etat devrait être élu par l'assemblée nationale "pour éviter que les paysans ne réagissent aux critères ethniques" à l'occasion d'un suffrage universel.

Selon le porte-parole de la Fondation Nyerere, organisatrice des débats, les pourparlers devraient se poursuivre jusqu'à la fin de la semaine. Les commissions "Démocratie et bonne gouvernance" et "nature du conflit" devraient présenter d'ici là une analyse des thèses en présence, mettant en lumière les points d'accord et de divergence.

AT/FB/DO/FH (BU&1019A)

16 OCTOBRE 1998

BURUNDI/POURPARLERS

TROIS CHEFS DE DELEGATION RECLAMENT UN GOUVERNEMENT DE TRANSITION

Arusha, 16 octobre 98 (FH) - Trois chefs de délégation aux pourparlers de paix inter-burundais ont appelé vendredi à Arusha à la formation immédiate d'un gouvernement de transition pour mettre fin à cinq ans de guerre civile, a appris l'agence indépendante de presse Hirondelle.

Exposant leur point de vue lors du troisième round de négociations entamé mardi dernier à huis-clos à Arusha, les trois dirigeants politiques ont déclaré séparément que la formation d'organes de transition doit rendre possible des élections libres et démocratique ainsi qu'un retour à la paix.

"Il faut un gouvernement de transition pour permettre un retour à la paix au Burundi" a notamment déclaré l'ancien président Jean-Baptiste Bagaza, dirigeant du Parti pour le redressement national (PARENA).

Le président du PARENA a en outre ajouté que "le système judiciaire et l'armée doivent être à tout prix réformés pour mettre fin aux hostilités".

Le Dr Jean Minani, président du Front pour la démocratie au Burundi (Frodebu) a soutenu cet appel à la formation d'organes de transition, ainsi que le groupe rebelle armé du Palipehutu (Parti pour la libération du peuple hutu).

"Nous ne surmonterons pas nos problèmes si nous n'avons pas un gouvernement représentatif de gens qui pensent différemment" a insisté le Dr. Minani lors des discussions patronnée par l'ancien chef de l'Etat tanzanien Julius Nyerere.

Les trois chefs de délégations exposaient leur point de vue lors du débat entamé mardi dernier à huis-clos sur la démocratie et la bonne gouvernance, où l'ensemble des dix-sept délégations se sont exprimées.

Le CNDD (Conseil national pour la défense de la démocratie), qui dispose d'une branche armée au Burundi, a pour sa part réclaté la libération de quelque dix mille prisonniers hutus.

"Dix mille Hutus doivent être libérés et être traités honnêtement" a notamment indiqué Léonce Ndarubagiye, numéro deux au Comité exécutif du CNDD, mouvement de la rébellion armée qui vise au renversement de l'homme fort du Burundi, le major Pierre Buyoya, revenu au pouvoir par la force en 1996.

Un parti de création récente, le Rassemblement du peuple burundais (PRB) a de son côté demandé la création d'un tribunal pour le Burundi, à l'image du Tribunal des Nations unies pour le Rwanda, pour juger des crimes de génocide.

Tard dans l'après-midi, un groupe de femmes burundaises a pris la parole pour exprimer leurs vues sur un conflit dont la plupart des victimes sont civiles. La presse n'a pas été admise à suivre leur intervention, au cours de laquelle elles devaient notamment demander aux délégués à être officiellement associées aux pourparlers.

Les travaux de la plénière devraient se poursuivre samedi matin, selon les organisateurs.

SC/FB/FH (BU&1016E)

16 OCTOBRE 1998

BURUNDI / NEGOCIATIONS

SEPT DELEGATIONS ET UN GROUPE DE FEMMES S'EXPRIMENT A ARUSHA

Arusha, 16 octobre 98 (FH) - Les travaux des delegues aux pourparlers inter-burundais d'Arusha se sont poursuivis a huis-clos vendredi a Arusha, avant l'audition d'un groupe de femmes burundaises.

Sept des dix-sept delegations invitees au troisieme round de negociations de paix se sont exprimees vendredi, a indique a l'agence Hironnelle le porte-parole de la Fondation Nyerere, organisatrice des debats, le brigadier general Hashim Mbita.

L'ancien president Jean-Baptiste Bagaza, le Palipehutu, le Frodebu, le Rassemblement du peuple burundais (RPB), le Parti du Peuple (PP), le Conseil national de defense de la democratie (CNDD) et le parti Abasa ont expose vendredi leurs vues sur la democratie et la bonne gouvernance, selon le porte-parole de la Fondation Nyerere.

Une delegation de femmes burundaises devrait prendre la parole devant les delegues vers 16h.00 locales (13h.00 GMT). Les delegues devraient ensuite trancher sur leurs demandes, notamment sur leur statut et leur representation aux pourparlers.

Selon le general Mbita, qui a suivi les exposes depuis mardi dernier, l'ensemble des delegations semblent pretes a surmonter les ecueils du passe, en affirmant vouloir "mettre fin a la culture du mensonge" et "retablir un climat de confiance au Burundi".

Cependant, les opinions different sur les moyens d'y parvenir. Certains reclament la creation d'une commission d'enquete sur les violences, assortie une cour de justice ad hoc pour les uns, ou d'une amnistie, selon le modele sud-africain, pour d'autres.

Selon le general Mbita, des divergences apparaissent egalement sur un futur systeme representation populaire. Les uns entendent privilegier un systeme paritaire - "un homme, une voix" - , les autres preferant la proportionnelle.

La representation des diverses composantes de la societe burundaise au sein des forces armees et de securite, de l'administration, des systemes educatif et judiciaire, ainsi que leur acces au marche de l'emploi, ont aussi ete evoques longuement lors des exposes.

Differentes idees ont par ailleurs ete avancees sur des institutions de transition devant mener "en l'espace de dix-huit a vingt-quatre mois a une solution durable au Burundi" a indique le general Mbita.

Certaines delegations appellent enfin a la liberation des prisonniers politiques et a la reinstallation des refugies et deplaces internes, a encore ajoute le general Mbita, avant d'expliquer que "ce sera le travail des commissions de determiner lesquelles de ces idees seront retenues".

L'un des principaux objectif de ce troisieme round de negociations est de parvenir a mettre au travail les cinq commissions prevues, a souligne le general Mbita. Elles portent sur la democratie et la bonne gouvernance, la paix et la securite, la nature du conflit, la reconstruction et le developpement et sur les garanties quant au respect des futurs accords de paix.

Aucun des presidents et vice-presidents de ces commissions n'a encore ete officiellement designe a rappele le general Mbita. Le juge sud-africain Richard Goldstone a ete pressenti pour la premiere, le Mozambicain Armando Emilio Guebuza, president du groupe parlementaire du parti au pouvoir, le FRELIMO, pour la troisieme et l'Autrichien Georg Lenkin, directeur au ministere du developpement a Vienne pour la quatrieme.

La presidence des commissions "paix et securite" et "respect des futurs accords de paix" ne semblent pas avoir encore fait l'objet d'un consensus.

Les travaux devraient se poursuivre samedi matin.

FB/DO/FH (BU&1016A)

15 OCTOBRE 1998

BURUNDI/NEGOCIATIONS

LE FINANCEMENT DU TROISIEME ROUND ASSURE, SELON LA FONDATION NYERERE

Arusha, 15 octobre 98 (FH) - Le financement du troisième round des négociations inter-burundaises de paix est assuré, a affirmé jeudi le porte-parole de la Fondation Nyerere, organisatrice des débats. "Avec les ressources disponibles, il semble qu'au moins nous pourrions terminer ce round", a indiqué le brigadier général Hashim Mbita.

Selon le porte-parole de la Fondation Nyerere, les négociations en cours pourraient durer entre deux et trois semaines. Le médiateur tanzanien, l'ancien président Julius Nyerere, espère réunir sept cent vingt-huit mille dollars (USD 728'000-) pour ce troisième round de négociations, destinées à mettre fin à un conflit qui a fait plus de 200'000 morts en cinq ans. "Ces pourparlers coûtent beaucoup d'argent" a dit le porte-parole Mbita, précisant que "la communauté internationale est en train de nous assister et nous lui en sommes reconnaissant".

A ce stade des discussions entamées lundi, plus de quatre cent mille dollars ont été réunis, somme qui doit permettre de financer dix jours supplémentaires de négociations, selon la Fondation Nyerere. Hashim Mbita a indiqué que le Royaume uni a déjà contribué pour cent trente-cinq mille dollars, pour les frais de fonctionnement et de location des salles de conférence.

L'Union européenne a pour sa part débloqué cinquante deux mille dollars, notamment destinés à l'hébergement des dix-sept délégations représentant le gouvernement, les partis politiques et les groupes rebelles.

Le porte-parole de la Fondation Nyerere a indiqué que près de cinq cent mille dollars pourraient être obtenus pendant les pourparlers. Les fonds promis devraient provenir de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et du Danemark pour cent mille dollars chacun (100'000 x 2), de Suède pour soixante-quinze mille (75'000), de l'Allemagne pour soixante-dix mille (70'000), de Norvège et de Finlande pour cinquante mille chacun (50'000 x 2) et du Canada pour trente-sept mille (37'000), pour un total de quatre cent quatre-vingt deux mille dollars (USD 482'000-). D'autres pays, dont la Suisse, ont contribué au financement des deux premières sessions de négociations à Arusha, en juin et juillet derniers.

La troisième session de négociations, entamée lundi, est actuellement consacrée aux exposés de dix-sept délégations sur la démocratie et la bonne gouvernance, et sur la sécurité pour tous les Burundais. Parmi les personnalités qui ont déjà pris la parole figurent l'ancien président Sylvestre Ntibantunganya, le second vice-président de l'assemblée nationale, Augustin Nzajibwami ainsi que le leader du Front pour la libération nationale (FROLINA, groupe armé), Joseph Karumbi. Le Parti libéral de Geatan Nikombaye, le Parti social Démocrate (PSD) de Godefroid Hakizimana, l'Annade, le Parti indépendant des Travailleurs (PIT) et l'Uprona se sont également exprimés sur le thème "Démocratie et bonne gouvernance".

Le conflit actuel au Burundi a éclaté en octobre 1993 après l'assassinat du premier président démocratiquement élu, Melchior Ndadaye, lors d'une tentative de coup d'état militaire qui a également coûté la vie à plusieurs de ses collaborateurs.

AT/FB/DO/FH (BU&1015A)

14 OCTOBRE 1998

BURUNDI/NEGOCIATIONS

JULIUS NYERERE EVOQUE UNE EVENTUELLE LEVEE DES SANCTIONS

Arusha, 14 octobre 98 (FH) - Le médiateur tanzanien des pourparlers de paix interburundais a évoqué mardi soir à Arusha l'éventualité d'une levée des sanctions à l'encontre du Burundi.

"Si les Burundais font preuve de sérieux dans ces négociations et me donnent un message clair à transmettre aux chefs d'Etat de la région au sujet de la levée des sanctions, je suis sûr qu'en l'espace d'une semaine, ces sanctions seront levées" a notamment déclaré l'ancien chef d'Etat tanzanien, Julius Nyerere.

Le médiateur tanzanien s'exprimait lors d'un dîner commémoratif à la mémoire du "père de l'indépendance burundaise", le prince Louis Rwagasore, organisé par l'ambassade du Burundi en Tanzanie.

Julius Nyerere a ajouté que "les Burundais devraient élaborer dès aujourd'hui ce message", tout en précisant que la levée des sanctions ne sont pas de son ressort.

Des sanctions économiques contre le Burundi sont en principe observées par neuf pays de la région, depuis le coup d'Etat de juillet 1996 qui a porté au pouvoir l'actuel président, le major Pierre Buyoya.

Dix-sept délégations burundaises ont entamé depuis lundi à Arusha un troisième round de négociations destinées à mettre un terme à un conflit qui a fait plus de 200'000 morts depuis une tentative de coup d'Etat militaire, en octobre 1993, au cours de laquelle le premier président démocratiquement élu, Melchior Ndadaye, fût assassiné avec plusieurs de ses collaborateurs.

Lundi, le porte-parole de la Fondation Nyerere, organisatrice des pourparlers, le brigadier général Hashim Mbita indiquait à la presse que "les sanctions ne sont pas prévues à l'agenda".

Les délégués burundais poursuivaient mercredi matin à huis-clos leurs exposés sur la démocratie et la bonne gouvernance, entamés mardi en session plénière.

AT/FB/FH (BU&1014A)

13 OCTOBRE 1998
BURUNDI/NEGOCIATIONS

OUVERTURE OFFICIELLE DU 3EME ROUND DES POURPARLERS INTERBURUNDAIS

Arusha, 13 octobre 98 (FH) - Le médiateur tanzanien des pourparlers de paix interburundais a déclaré le troisième round de négociations officiellement ouvert mardi à Arusha.

"Je déclare ouverte cette première plénière de la troisième session des négociations d'Arusha" a indiqué l'ancien chef de l'Etat tanzanien Julius Nyerere aux délégués de dix-sept parties aux pourparlers et aux observateurs réunis à 17h.00 locales (14h.00 GMT) dans le Hall Simba du Centre international de conférence d'Arusha (AICC).

La plénière a adopté l'ordre du jour, avant de poursuivre ses travaux à huis-clos. L'ordre du jour comporte notamment l'adoption des articles du règlement des négociations restés en suspens lors des précédentes négociations sur la représentation des parties au sein des commissions et sur la présence d'observateurs nationaux et internationaux.

L'ordre du jour comprend également les exposés des délégations sur le thème "Démocratie et la bonne gouvernance", qu'une commission étudiera ultérieurement en détail. Les travaux se dérouleront en sessions plénières et dans des commissions présidées par des personnalités internationales de consensus.

Le débat sur la démocratie et la bonne gouvernance devait être présidé par le juge sud-africain Richard Goldstone, ancien procureur des tribunaux des Nations unies pour le Rwanda et l'ex-Yougoslavie, qui n'a pas pu se rendre à Arusha. Le juge Goldstone s'est fait représenter par le professeur Haysom, conseiller juridique du président sud-africain Nelson Mandela.

La commission sur la nature du conflit burundais sera pour sa part dirigée par le Mozambicain Armando Emilio Guebuza, président du groupe parlementaire du parti au pouvoir, le FRELIMO.

La commission sur la reconstruction et le développement sera quant à elle présidée par l'Autrichien Georg Lenkin, directeur au ministère du développement à Vienne.

Cinq commissions ont été créés lors des précédents pourparlers d'Arusha, en juillet dernier. Reste à pourvoir la présidence de la commission sur la paix et la sécurité, après le rejet par les parties proches du gouvernement burundais de l'ancien chef d'état-major nigérian de la Force ouest-africaine d'interposition au Liberia et en Sierra-Leone (ECOMOG), le général Malu.

La présidence de la commission devant traiter des garanties nécessaires au respect des futurs accords de paix n'est pas encore pourvue à ce stade des pourparlers. Un point de presse a été annoncé à l'issue de cette première session plénière du troisième round des pourparlers interburundais.

Les négociations interburundaises sont destinées à mettre un terme à un conflit qui a fait plus de 200'000 morts depuis une tentative de coup d'Etat militaire, en octobre 1993, au cours de laquelle le premier président démocratiquement élu, Melchior Ndadaye, fût assassiné avec plusieurs de ses collaborateurs.

AT/FB/DO/FH (BU&1013B)

12 OCTOBRE 1998

BURUNDI/NEGOCIATIONS

L'EX-PRESIDENT NTIBANTUNGANYA CONFIANT DANS LES POURPARLERS

Arusha, 12 octobre 98 (FH) - L'ancien président burundais, Sylvestre Ntibantunganya, s'est déclaré confiant dans les négociations interburundaises dont le troisième round devrait s'ouvrir mardi à Arusha. "L'espoir que j'ai, tient d'abord aux deux premiers rounds déjà faits", a indiqué Sylvestre Ntibantunganya à l'agence Hironnelle, avant d'ajouter : "Le fait que le processus se poursuit est un point extrêmement positif".

L'ancien président burundais a souhaité que le débat actuel puisse "nous conduire à des conclusions que nous pourrions inclure dans les futurs textes fondamentaux, notamment la constitution", a-t-il indiqué. Sylvestre Ntibantunganya a été renversé en juillet 1996 lors du coup d'état militaire qui a porté au pouvoir l'actuel homme fort du Burundi, le major Pierre Buyoya.

Le troisième round des négociations interburundaises devrait s'ouvrir par un débat sur la démocratie et de la bonne gouvernance. Les questions relatives à la sécurité pour tous, dont le rôle de l'armée et des forces de sécurité, devraient également figurer à l'agenda.

Les travaux se dérouleront en sessions plénières et dans des commissions présidées par des personnalités internationales de consensus.

Le débat sur la démocratie et la bonne gouvernance devrait être présidé par le juge sud-africain Richard Goldstone, ancien procureur des tribunaux des Nations unies pour le Rwanda et l'ex-Yougoslavie. Le juge Goldstone, qui n'était pas présent à Arusha lundi, s'est fait représenter par le professeur Haysom, conseiller juridique du président sud-africain Nelson Mandela.

La commission sur la paix et la sécurité devrait quant à elle être animée par une personnalité du Nigéria, dont le nom ne sera rendu public qu'au terme de consultations encore en cours lundi en fin d'après-midi. Un consensus s'était dans un premier temps dégagé en faveur de l'ancien président malien Amadou Toumani Touré, mais "il est actuellement très occupé", a indiqué Aldo Ajello, envoyé spécial de l'Union européenne dans la région des grands lacs, à l'agence indépendante de presse Hironnelle.

La commission sur la nature du conflit burundais sera pour sa part dirigée par le Mozambicain Armando Emilio Guebuza, président du groupe parlementaire du parti au pouvoir, le FRELIMO. Le Mozambique a connu dans le passé un conflit armé qui a abouti à la conclusion d'un accord de paix entre les protagonistes.

Les Burundais devraient s'inspirer des expériences acquises au cours des médiations réussies en Afrique, a noté un diplomate occidental. La commission sur la reconstruction et le développement sera quant à elle présidée par l'Autrichien Georg Lenkin, directeur au ministère du développement à Vienne.

Cinq commissions ont été créés lors des précédents pourparlers d'Arusha, en juillet dernier. Il reste à pourvoir la présidence de la commission devant traiter des garanties nécessaires au respect des futurs accords de paix.

AT/FB/DO/FH (BU&1012B)

12 OCTOBRE 1998

BURUNDI/NEGOCIATIONS

LA QUESTION DES SANCTIONS ABSENTE DE L'AGENDA DES POURPARLERS, SELON LA FONDATION NYERERE

Arusha, 12 octobre 98 (FH) - La question des sanctions économiques contre le Burundi ne figure pas à l'agenda du nouveau round de pourparlers inter-burundais qui devrait s'ouvrir mardi à Arusha. "Les sanctions ne sont pas prévues à l'agenda", a indiqué le porte-parole de la Fondation Nyerere, organisatrice des pourparlers, le brigadier général Hashim Mbita, lors d'un point de presse. Des sanctions économiques contre le Burundi sont en principe observées par neuf pays de la région, depuis le coup d'Etat de juillet 1996 qui a porté au pouvoir l'actuel président, le major Pierre Buyoya.

Le général Hashim Mbita a par ailleurs invité les Burundais à ne pas se laisser influencer par le conflit en cours en République démocratique du Congo, voisine du Burundi. "Les Burundais doivent tout faire pour s'écarter de ce qui se passe au Congo", a-t-il notamment affirmé.

Interrogé séparément par l'agence Hironnelle, l'ancien président burundais, Sylvestre Ntibantunganya, a pour sa part souligné que "la région où se situe le Burundi est extrêmement tourmentée. Il ne manque pas d'y avoir des incidences sur le processus en cours au Burundi", a-t-il estimé.

Les pourparlers interburundais, entamés à Arusha en juin dernier, sont destinés à mettre un terme à un conflit qui a fait plus de 150'000 morts depuis une tentative de coup d'Etat militaire, en octobre 1993, où le premier président démocratiquement élu, Melchior Ndadaye, fût assassiné, avec plusieurs de ses collaborateurs.

AT/FB/DO/FH (BU&1012C)

12 OCTOBRE 1998

BURUNDI / NEGOCIATIONS

LE TROISIEME ROUND DES NEGOCIATIONS INTERBURUNDAISES REPORTE A MARDI

Arusha, 12 octobre 98 (FH) - Le troisième round des négociations interburundaises devrait commencer mardi. Initialement prévu pour lundi matin, le début des pourparlers a été reporté de vingt-quatre heures pour permettre des consultations préalables, ont indiqué plusieurs délégués, qui n'ont pas spécifié la nature de ces consultations.

Les délégués devraient se retrouver mardi matin en séance plénière pour adopter l'agenda des négociations, qui comportera notamment un débat sur les problèmes de démocratie et de bonne gouvernance au Burundi.

Le débat sur la démocratie et la bonne gouvernance devrait être présidé par le juge sud-africain Richard Goldstone, ancien procureur des tribunaux des Nations unies pour le Rwanda et l'ex-Yougoslavie.

Le juge Goldstone, actuellement empêché, est représenté à Arusha par le professeur Haysom, conseiller juridique du président sud-africain Nelson Mandela. La venue à Arusha du juge Goldstone n'a pu être confirmée lundi.

Le troisième round des négociations devrait durer entre deux et trois semaines.

AT/FB/DO/FH (BU&1012A)

29 JUILLET 1998

BURUNDI/NEGOCIATIONS

LES POURPARLERS DEVRAIENT REPRENDRE LE 12 OCTOBRE PROCHAIN A ARUSHA

Arusha, 29 juillet 98 (FH) - Les délégués burundais devraient se retrouver le 12 octobre prochain à Arusha pour de nouveaux pourparlers de paix, a indiqué mercredi soir le médiateur, Mwalimu Julius Nyerere.

L'ancien président tanzanien a précisé, au cours d'une conférence de presse tenue peu après la clôture du deuxième round des négociations, que l'étape suivante sera consacrée à la création des commissions de travail, au débat sur les problèmes de démocratie et de bonne gouvernance au Burundi, ainsi que sur la sécurité pour tous les citoyens.

Le deuxième round des pourparlers, qui avait commencé la semaine dernière, a traité de la nature et des racines du conflit, ainsi que des règles de procédure.

Les dix-sept délégations invitées et deux anciens présidents, Sylvestre Ntibantunganya et Jean Baptiste Bagaza, ont exposé leurs points de vue sur les origines du conflit burundais mais un débat de fond sur la question ne sera organisé qu'au cours des prochaines sessions.

Les participants n'ont pas pu s'entendre sur l'ensemble des règles de procédure, butant sur la représentativité des parties et la question des observateurs nationaux. Julius Nyerere a indiqué que les points de désaccord pourraient être réglés avant la reprise des pourparlers.

Réserves du gouvernement burundais retirées

Le médiateur s'est déclaré confiant en l'avenir, ajoutant que le gouvernement burundais a retiré les réserves qu'il avait émises lors du premier round. Le gouvernement burundais avait notamment indiqué qu'il n'était pas lié par la cessation des hostilités et ne souhaitait pas que les pourparlers se poursuivent à Arusha.

"La fois passée, nous avons dit que nous n'allions pas revenir à Arusha, maintenant nous y sommes. C'est signe que nous n'avons plus de réserves", a déclaré à l'agence indépendante de presse Hirondelle le ministre burundais du processus de paix, Ambroise Niyonsaba, qui conduisait la délégation gouvernementale.

Le premier round des pourparlers s'était tenu du 15 au 21 juin et avait abouti à la conclusion d'un accord de cessation des hostilités à partir du 20 juillet dernier.

AT/PHD/FH (BU&0729B)

29 JUILLET 1998

BURUNDI/NEGOCIATIONS

FIN DU DEUXIEME ROUND DES POURPARLERS

Arusha, 29 juillet 98 (FH) - Le deuxième round des pourparlers de paix inter-burundais, s'est achevé mercredi soir à Arusha, a-t-on appris lors d'une conférence de presse tenue par les organisateurs.

Les dix sept délégations sont convenues de se retrouver le 12 octobre prochain à Arusha, pour discuter de la création des commissions de travail ainsi que des thèmes de la démocratie, de la bonne gouvernance et de la sécurité pour tous.

Le deuxième round de pourparlers, qui avait débuté lundi 20 juillet, a permis d'adopter des règles de procédure et débattu à huis clos de la nature du conflit burundais.

Les participants ne se sont toutefois pas mis d'accord sur les observateurs nationaux qui pourraient assister aux négociations futures, a affirmé dans la conférence de presse tenue après la clôture des débats le médiateur tanzanien Julius Nyerere.

L'autre point de désaccord est le nombre de délégués à accorder à chaque partie représentée.

AT/PHD/FH (BU&0729a)

28 JUILLET 1998

BURUNDI/NEGOCIATIONS

LE DEUXIEME ROUND DES POURPARLERS DEVRAIT SE CLOTURER MERCREDI

Arusha, 28 juillet 98 (FH) - Le débat sur les racines et la nature de la crise burundaise devrait se clôturer mercredi, marquant la fin du deuxième round des pourparlers de paix inter-burundais, a annoncé mardi, à Arusha, le porte-parole du médiateur tanzanien Julius Nyerere.

"Le médiateur espère qu'on va conclure mercredi", a indiqué Hashim Mbita, membre de la Fondation Nyerere, précisant qu'il reste à écouter cinq intervenants.

Quinze personnalités, dont les anciens présidents Jean Baptiste Bagaza et Sylvestre Ntibantunganya, se sont déjà exprimées dans ce débat qui se déroule à huis clos depuis vendredi dernier.

Parmi les délégués qui doivent encore prendre la parole figurent le chef rebelle Léonard Nyangoma, ainsi que le ministre burundais du processus de paix, Ambroise Niyonsaba, qui conduit la délégation gouvernementale aux pourparlers de paix d'Arusha.

Les dix sept délégations devraient également adopter mercredi des règles de procédure devant régir les futures négociations.

"On a beaucoup progressé, il reste seulement quelques articles à finaliser", a commenté le porte-parole du médiateur, parlant de l'équipe qui étudie depuis une semaine le règlement d'ordre intérieur des négociations.

Budget déficitaire pour les organisateurs

Les organisateurs avaient espéré recevoir un financement de huit cent quatre vingt quatre mille dollars pour les deux rounds des négociations de juin et juillet, mais ils n'ont obtenu à ce jour qu'un montant d'environ six cent mille dollars.

Les fonds sont venus essentiellement de l'Union européenne, de la Grande Bretagne, de la Norvège, de la Suisse, du Canada, de l'Italie, de la Chine, de la Suède et de l'Organisation de l'unité africaine (OUA).

Julius Nyerere devrait se rendre au Canada au mois d'août pour lancer un programme de mobilisation des fonds pour la reconstruction du Burundi, a indiqué à l'agence indépendante de presse Hironnelle un haut responsable onusien.

La crise burundaise a éclaté en octobre 1993 quand le premier président démocratiquement élu, Melchior Ndadaye, a été assassiné, lors d'une tentative de coup d'état militaire qui a également coûté la vie à plusieurs de ses collaborateurs.

AT/PHD/FH (BU&0728A)

27 JUILLET 1998

BURUNDI/NEGOCIATIONS

POURSUITE DU DEBAT SUR LA NATURE DU CONFLIT BURUNDAIS

Arusha, 27 juillet 98 (FH) - Les dix sept délégations burundaises, réunies en pourparlers de paix depuis une semaine à Arusha, ont poursuivi lundi leur débat à huis-clos sur la nature et les origines du conflit.

L'ancien président Jean Baptiste Bagaza, qui a pris la parole lundi, a indiqué à la sortie de la séance que le conflit burundais tire, selon lui, son origine de la mauvaise gouvernance. Des dirigeants incompetents ou peu soucieux de l'intérêt général sont à la base du conflit, a-t-il affirmé dans une interview à l'agence indépendante de presse Hirondelle.

Jean Baptiste Bagaza a déclaré que les ethnies du Burundi ont cohabité pacifiquement avant et pendant la colonisation belge, ajoutant que les déchirements entre les Hutus, les Tutsis et les Twas sont "récents".

Le colonel Bagaza, qui a dirigé le Burundi jusqu'en 1987, a en outre affirmé que durant les dix ans pendant lesquels il a été au pouvoir, il n'y a pas eu de massacres au Burundi.

Le président du Front pour la démocratie au Burundi (FRODEBU), Jean Minani, a pour sa part souligné que le conflit burundais n'est ethnique mais politique.

"Le conflit burundais est un conflit entre le peuple opprimé et un groupuscule qui a monopolisé les instruments du pouvoir et en a fait des instruments personnels", a estimé Jean Minani, citant l'utilisation de l'armée, la police et la gendarmerie.

Le président du parti Alliance des Vaillants (AV-Intwari), André Nkundikije, a également pris la parole dans la séance de mardi, portant à douze le nombre d'intervenants depuis l'ouverture du débat vendredi dernier.

Le débat sur les origines et la nature du conflit burundais devrait continuer mardi matin.

AT/PHD/FH (BU&0727A)

26 JUILLET 1998

BURUNDI / NEGOCIATIONS

DISCUSSION SUR LES REGLES DE PROCEDURE, MAIS PAS DE CONSENSUS

Arusha, 26 juillet 98 (FH) - Les délégués burundais, réunis à Arusha dans le cadre des pourparlers de paix, se sont à nouveau penchés dimanche sur les règles de procédure devant régir les négociations, sans toutefois parvenir à un consensus, a-t-on constaté sur place.

Les dix sept chefs de délégations se sont retrouvés autour du conseiller principal du médiateur tanzanien Julius Nyerere pour discuter à huis-clos d'un projet de règlement, auquel ils consacrent quelques heures de débat par jour depuis lundi dernier.

Un texte de consensus ne devrait pas être obtenu avant mercredi, indiquait-on dimanche matin dans l'entourage du médiateur. Les travaux de ce deuxième round de négociations devraient être interrompus au milieu de la semaine prochaine, estiment en outre plusieurs délégués.

"Les points de désaccord portent essentiellement sur le nombre de représentants à attribuer à chaque délégation, le présidium de la séance plénière et la participation de la société civile", selon un délégué du gouvernement.

Les observateurs notent que les "petits" partis souhaiteraient avoir au moins cinq délégués, pour être représentés dans chacune des commissions de travail prévues.

La délégation gouvernementale propose "une présidence élargie" de la session plénière, alors que la plupart des participants s'accordent à ce que les débats soient dirigés par le médiateur.

Le gouvernement burundais recommande depuis quelques mois que le médiateur, dont il conteste la neutralité, soit assisté par d'autres personnalités africaines ou occidentales.

Participation de la société civile contestée

Plusieurs partis politiques affirment par ailleurs que "les négociations étant de nature politique", la société civile, dès lors qu'elle se définit comme "apolitique", ne devrait pas y participer.

La société civile avait été invitée au premier round de négociations, qui s'est déroulé du 15 au 21 juin dernier, mais sa participation au deuxième round ne fait pas l'unanimité.

Des partis politiques de l'opposition soupçonnent certains délégués de la société civile d'exprimer des vues proches de celles du gouvernement.

Certaines délégations ont par ailleurs proposé que les séances en commissions se tiennent ailleurs qu'à Arusha, démontrant ainsi que la question du lieu qui doit abriter les négociations n'est pas définitivement tranchée, commente un diplomate africain.

Le gouvernement burundais et les partis politiques qui lui sont associés avaient déclaré, par le passé, que la ville d'Arusha n'offrait pas un cadre favorable aux négociations. Cette question n'était toutefois pas revenue à l'ordre du jour depuis quelque temps,.

Le débat général sur les origines de la crise burundaise et sa nature devrait, quant à lui, reprendre lundi matin. Il avait été suspendu samedi soir après que sept délégations se sont exprimées.

La crise burundaise a éclaté en octobre 1993, après une tentative de coup d'état militaire au cours de laquelle le premier président démocratiquement élu, Melchior Ndadaye, a été assassiné.

AT/PHD/FH (BU&0726A)

25 JUILLET 1998

BURUNDI/NEGOCIATIONS

LES DELEGUES POURSUIVENT LE DEBAT SUR L'ORIGINE DE LA CRISE

Arusha, 25 juillet 98 (FH) - Les délégués burundais ont poursuivi samedi, dans le cadre des pourparlers de paix, le débat sur l'origine de la crise et la nature du conflit burundais.

Sept délégations ont pris la parole au cours de cette séance à huis clos dirigée par l'ancien président tanzanien, Julius Nyerere, médiateur dans le conflit burundais.

Entamé vendredi avec les interventions de l'ancien président Sylvestre Ntibantunganya et du président du Parti pour la réconciliation du peuple (PRP), Mathias Hitimana, le débat s'est poursuivi samedi avec le Parti libéral (PL), le Parti social démocrate (PSD), le Parti indépendant des travailleurs (PIT), le Rassemblement du peuple burundais (RPB), les partis Abasa et Inkinzo, ainsi que le Front de libération nationale (FROLINA, groupe armé).

"Tous ceux qui ont parlé reconnaissent qu'il y a eu un cycle de violences au Burundi, mais ils ne s'entendent pas sur les causes de ces violences", a fait remarquer un observateur occidental.

"Les uns estiment que le mal burundais est le résultat d'une mauvaise gestion du pouvoir, les autres considèrent que c'est un héritage du colonisateur [belge], les autres encore estiment qu'il résulte des événements de 1959 au Rwanda", a indiqué à l'agence indépendante de presse Hirondelle, le vice-président du Parti du peuple (PP), Séverin Ndikumugongo.

Des violences à caractère ethnique ont éclaté au Rwanda en 1959, entraînant le renversement de la monarchie et l'exode de milliers de Tutsis.

"On parle de l'histoire du pays, chacun à sa manière, mais on ne propose pas de solutions" s'est de son côté plaint le vice-président du Parti pour la réconciliation du peuple (PRP), Albert Girukwishaka, dans les couloirs de la salle de conférence.

"Il est demandé aux délégués de faire leurs exposés, il appartiendra aux rapporteurs d'en dégager des conclusions à soumettre à la plénière", explique-t-on dans l'entourage du médiateur.

Les "petits partis" ont parlé les premiers, a fait remarquer un délégué, estimant que c'est "une stratégie des grands partis pour détruire les idées des petits" en prenant la parole en dernier lieu.

Les observateurs classent parmi les grands partis le Front pour la démocratie au Burundi (FRODEBU), qui avait remporté les élections de 1993, l'Union pour le progrès national (UPRONA) de l'actuel chef de l'Etat, le major Pierre Buyoya, et le Conseil national pour la défense de la démocratie (CNDD, opposition armée) de l'ancien ministre de l'intérieur, Léonard Nyangoma.

Un autre observateur a fait remarquer que "personne n'a jusqu'ici parlé de Buyoya", laissant entendre qu'il pourrait être la cible des prochains intervenants. L'opposition extérieure considère le major Buyoya, qui a célébré samedi ses deux ans de retour au pouvoir, comme "un putschiste"

A côté du débat sur la nature du conflit au Burundi, des représentants des dix sept délégations présentes ont poursuivi l'étude des règles de procédure qui devront régir les négociations.

Examinées depuis l'ouverture de la session lundi, les règles de procédure n'étaient pas encore adoptées soir.

Interruption possible la semaine prochaine

Les travaux du deuxième round des négociations devraient être interrompus au milieu de la semaine prochaine, estiment plusieurs délégués.

Julius Nyerere devrait se rendre à la mi-août au Canada pour lancer un programme de mobilisation de fonds pour la reconstruction du Burundi, a affirmé un haut fonctionnaire onusien.

Le premier round des pourparlers s'était déroulé du 15 au 21 juin dernier et il a abouti à la conclusion d'un accord de cessation des hostilités, aujourd'hui considéré comme fragile par de nombreux observateurs.

"Si les combats ne s'arrêtent pas, il sera difficile de convaincre les bailleurs de fonds", a expliqué le même fonctionnaire de l'ONU.

AT/PHD/FH (BU&0725a)

24 JUILLET 1998

BURUNDI/NEGOCIATIONS

LES DELEGUES ONT COMMENCE UN DEBAT SUR LA NATURE DU CONFLIT

Arusha, 24 juillet 98 (FH) - Les délégués burundais se sont réunis à nouveau vendredi matin, sans la présence du public, pour débattre, dans le cadre des pourparlers de paix, sur la nature du conflit burundais, ont affirmé plusieurs délégués.

L'ancien chef de l'Etat Sylvestre Ntibantunganya et le président du Parti pour la réconciliation du peuple (PRP), Matthias Hitimana, se sont exprimés les premiers au cours de ce débat qui s'est déroulé à huis clos.

La question de la nature du conflit burundais, y compris les problèmes de génocide et d'exclusion, fait partie des six thèmes retenus pour les pourparlers. Certains délégués considèrent que le problème burundais est ethnique, tandis que d'autres estiment qu'il est de nature politique, notent les observateurs.

La séance a été suspendue en début d'après-midi pour permettre aux différentes délégations de discuter des règles de procédure, avec le médiateur tanzanien Julius Nyerere.

Les discussions au sujet des règles de procédure ont commencé lundi dernier, mais elles n'avaient pas encore abouti vendredi après-midi.

Les délégués ont été invités à une autre séance samedi matin pour poursuivre le débat sur la nature du conflit.

Interrogé sur le nombre de jours que pourraient durer les pourparlers, le porte-parole du médiateur a indiqué que ce qui compte, ce n'est pas le temps, mais d'amener le peuple burundais à conclure un accord de paix.

L'ordre du jour de la session actuelle comprend le débat général sur les racines du conflit, l'adoption des règles de procédure et la création des commissions de travail.

Le premier round des négociations tenu à Arusha du 15 au 21 juin dernier avait abouti à la conclusion d'un accord de cessation d'hostilités.

Le parti pour la libération du peuple hutu (PALIPEHUTU, rébellion), dans un communiqué de presse publié vendredi, a recommandé la mise en place d'observateurs neutres pour contrôler la cessation des hostilités.

AT/PHD/FH (BU&0724a)

23 JUILLET 1998

BURUNDI / NEGOCIATIONS

LES DELEGUES SE SONT ENTENDUS SUR L'ORDRE DU JOUR DES NEGOCIATIONS

Arusha, 22 juillet 98 (FH) - Les délégués burundais présents à Arusha pour des pourparlers de paix se sont entendus jeudi sur l'ordre du jour des négociations, a annoncé le porte-parole du médiateur.

Dix-sept délégations émanant du gouvernement, des partis politiques et de la rébellion tentaient depuis lundi de trouver un consensus sur l'agenda des négociations et sur des règles de procédure, sous l'égide de l'ancien président tanzanien, Mwalimu Julius Nyerere.

Selon le brigadier-général Hashim Mbita, porte-parole du médiateur, les délégués devraient se retrouver vendredi matin en session plénière pour débattre de la nature du conflit burundais.

Les chefs de délégation ont par ailleurs rencontré Julius Nyerere jeudi soir pour finaliser un projet de règlement d'ordre intérieur qui devrait être adopté vendredi.

Les participants discuteront également de la formation des commissions de travail dont les présidents devraient être connus ultérieurement.

Le facilitateur avait proposé que les présidents des commissions soient désignés par lui, en concertation avec les parties aux négociations.

AT/PHD/FH (BU&0723)

22 JUILLET 1998

BURUNDI/NEGOCIATIONS

OUVERTURE OFFICIELLE DES POURPARLERS INTER-BURUNDAIS A NOUVEAU AJOURNEE

Arusha, 22 juillet 98 (FH) - Les pourparlers inter-burundais ont été à nouveau ajournés mercredi, jusqu'à jeudi matin, a-t-on constaté sur place à Arusha.

Comme mardi, les dix sept délégations présentes n'ont pas pu s'entendre sur les règles de procédure devant régir les pourparlers et la façon d'aborder le premier thème sur les six proposés au débat, à savoir "la nature du conflit burundais, les problèmes de génocide et d'exclusion"

Le facilitateur a distribué aux délégués un projet de règlement intérieur, qui depuis trois jours n'a pas encore obtenu le consensus.

Les parties ne se sont par ailleurs pas entendues sur la question de savoir si la nature du conflit devrait être traité en séance plénière ou en commission.

Les consultations se sont intensifiées mercredi après-midi pour tenter d'aplanir les dernières divergences avant la séance de jeudi matin.

Au texte initial proposé par le médiateur, document que les délégations étaient appelées à amender, s'ajoute le texte élaboré depuis Bujumbura par la délégation gouvernementale conduite par le ministre du processus de paix, Ambroise Niyonsaba.

Les délégations restent par ailleurs divisés sur le problème des sanctions économiques imposées au gouvernement pour le contraindre à négocier. Même si le problème des sanctions n'est pas à l'ordre du jour des pourparlers, il revient sur toutes les lèvres, notent les observateurs.

Certains délégués souhaiteraient que les participants recommandent aux pays de la région qui les ont adoptées, le 31 juillet 1996, de les lever. "Lever les sanctions créerait un environnement favorable aux négociations", a estimé un délégué du gouvernement. De son côté, un membre de l'opposition armée a répondu que "une fois les sanctions levées, il y a risque que les pourparlers s'arrêtent", se refusant à donner plus de précisions.

Le deuxième round des négociations inter-burundaises aurait dû démarrer lundi dernier mais l'entrée en matière a été trois fois reportée à la journée suivante.

AT/PHD/FH (BU&0722A)

21 JUILLET 1998

BURUNDI/NEGOCIATIONS

LES POURPARLERS INTER-BURUNDAIS ONT COMMENCE MARDI A ARUSHA

Arusha, 21 juillet 98 (FH) - Le deuxième round des pourparlers inter-burundais a commencé mardi à Arusha. Les dix sept délégations présentes ont tenu mardi matin une séance à huis clos au cours de laquelle elles ont échangé des vues sur l'ordre du jour, la création des commissions et le règlement d'ordre intérieur devant régir les négociations.

La séance a été suspendue en début d'après-midi pour permettre aux différentes délégations de mener des consultations

Les différents délégués devraient se rencontrer à nouveau mercredi, a annoncé le porte-parole de l'ancien président tanzanien Mwalimu Julius Nyerere, facilitateur dans les négociations inter-burundaises.

Le porte-parole, le brigadier-général Hashim Mbita, a indiqué dans un point de presse que le facilitateur a demandé à toutes les parties de lui soumettre des propositions concernant notamment l'agenda des négociations et les règles de procédure.

Les chefs de délégation ont rencontré mardi soir Mwalimu Nyerere pour lui faire part de l'état d'avancement des consultations.

Les participants devraient discuter de la nature du conflit burundais, les problèmes de démocratie et de bonne gouvernance, la paix et la sécurité pour tous, la reconstruction et le développement ainsi que les garanties de mise en œuvre des accords de paix.

Des divergences sont apparues dès le premier jour au sujet de la question de la nature du conflit qui, selon la délégation gouvernementale, devrait être débattue en commission tandis que l'opposition réclame un débat en séance plénière.

Les délégués se consultent encore sur la composition des différentes commissions.

Le facilitateur a déjà soumis aux parties une liste de personnalités pressenties pour présider les travaux en commissions mais elles ne se sont pas encore exprimées publiquement à ce sujet.

Parmi les personnalités proposées figurent l'ancien président malien, Amadou Toumani Touré, l'ancien procureur des tribunaux des Nations unies pour le Rwanda et l'ex-Yougoslavie, le juge sud africain Richard Goldstone et le professeur ougandais Tasisi Kabwegere.

AT/PHD/FH (BU&0721A)

20 JUILLET 1998

BURUNDI/NEGOCIATIONS

LE DEBUT DES POURPARLERS INTER-BURUNDAIS REPORTE A MARDI

Arusha, 20 juillet 98 (FH) - Le deuxième round des pourparlers de paix inter-burundais initialement prévu pour débiter lundi a été reporté à mardi matin, a-t-on appris lundi à Arusha.

"Les parties burundaises ont demandé du temps pour se consulter" a indiqué dans un point de presse le porte-parole des facilitateurs, le brigadier-général tanzanien Hashim Mbita.

Le gouvernement burundais, l'opposition intérieure et la rébellion ont entamé un processus de négociation sous l'égide de l'ancien président tanzanien Julius Nyerere, dont le premier round s'est tenu au mois de juin dernier à Arusha.

"Les délégations discutent actuellement des règles de procédure", a précisé Hashim Mbita, qui a expliqué que "la plupart d'entre elles ont demandé un peu plus de temps" pour les étudier.

L'équipe des facilitateurs a remis lundi matin "un projet de règlement intérieur pour les négociations de paix sur le Burundi" aux dix sept délégations présentes, contenant notamment des modalités de prise de décisions et un code de conduite.

L'équipe des facilitateurs propose que les décisions se prennent par "consensus à tous les niveaux" et que les délégations fassent preuve de "courtoisie et de respect" les unes envers les autres.

"Elles devront [les délégations] faire montre de retenue pour éviter toute action ou parole susceptible de blesser d'autres délégations et de vicier l'atmosphère des négociations", indique-t-on dans le projet de règlement.

Cette nouvelle session de pourparlers inter-burundais devrait durer au moins deux semaines, notent les observateurs.

Les participants devraient se constituer en cinq commissions traitant de la nature du conflit, la démocratie et la bonne gouvernance, la paix et la sécurité pour tous, la reconstruction et le développement ainsi que des garanties relatives à la mise en œuvre des accords émanant des négociations de paix.

AT/PHD/FH (BU&0720a)

22 JUIN 1998

BURUNDI/ACCORD

ACCORD INTER-BURUNDAIS D'ARUSHA : UNE FRAGILE CHANCE POUR LA PAIX

Arusha, 22 juin 98 (FH) - L'accord conclu dimanche soir à Arusha en vue d'une suspension des hostilités et de négociations constitue la première chance depuis bientôt cinq ans d'une guerre meurtrière de voir un processus de paix s'engager au Burundi, mais elle reste fragile.

La déclaration commune d'Arusha (nord de la Tanzanie) engage dix-sept parties au conflit à négocier une solution "juste et durable" à la crise, à mettre fin aux violences, et à suspendre les hostilités à compter du 20 juillet prochain.

C'est la première fois en bientôt cinq ans d'un conflit interne qui a fait plus de 150'000 morts que la quasi totalité des parties burundaises acceptent de parler de paix. Mais la déclaration commune adoptée dimanche soir comporte de vastes zones d'ombre.

Une réserve majeure du gouvernement

Le gouvernement a émis une réserve majeure, portée à la main lors de la signature du document, visant à l'exclure des parties belligérantes. Selon cette réserve et les explications du ministre chargé de la paix et de la réconciliation, Ambroise Niyonsaba, les forces de sécurité burundaises ne constituent pas une "partie armée au conflit". Elles ne sont donc pas liées par l'appel à la fin des violences, ni par la suspension des hostilités, observe-t-on à Arusha.

Le ministre a notamment déclaré dimanche soir que "le gouvernement, à ce stade, n'est pas concerné" par la suspension des hostilités et que "de toute façon, le gouvernement doit continuer à faire son action de police et de défense des populations".

La rébellion divisée

Autre limitation majeure à la portée de la déclaration commune, l'un des trois groupes de la rébellion armée n'est pas signataire de l'accord. En effet, seule la branche politique du Conseil national de défense de la démocratie (CNDD) a approuvé le document.

La branche militaire, les Forces armées de défense de la démocratie (CNDD-FDD), a fait savoir qu'elle n'est pas liée par cet accord, dès le lendemain de sa signature. Présentes à Arusha, les FDD n'étaient pas invitées officiellement aux discussions, suite à une scission du mouvement, intervenue en février dernier.

Des membres de délégations de l'opposition ont entre-temps souligné que les discussions d'Arusha ont cependant permis aux différents groupes de l'opposition armée de se rencontrer. Ces rencontres informelles pourraient se révéler "utiles", dans la perspective d'un front commun, en cas d'échec du processus de paix, a-t-on souligné.

L'agenda de négociations comporte en effet de nombreux points de discorde.

Un agenda substantiel

L'accord cite cinq commissions et les thèmes - substantiels, voire ambitieux -, qu'elles auront à négocier : celle sur "la nature du conflit", dont les problèmes de génocide et de l'exclusion; la commission "démocratie et la bonne gouvernance", portant sur les institutions de transition, les systèmes institutionnel, constitutionnel, judiciaire et administratif, et les questions de la justice et de l'impunité; la commission "paix et sécurité pour tous", incluant la cessation des hostilités, les dispositions pour un cessez-le-feu permanent et la question des forces de sécurité; la commission "reconstruction et développement économique" portant notamment sur les réfugiés et déplacés internes et, enfin, celle consacrée aux garanties d'application d'un accord de paix.

Mais si le projet d'accord comportait deux annexes définissant plus en détail l'agenda des négociations, leur organisation et leur durée, le document final se borne à prévoir l'adoption "au moment opportun" d'un règlement ad hoc, portant notamment sur l'épineuse question de la représentation des parties.

Problèmes de représentativité

La représentativité de plusieurs partis politiques de création récente n'ayant jamais été sanctionnée par des élections depuis juin 1993, ces derniers réclament une représentation paritaire aux négociations. Les partis traditionnels et bien implantés exigent la proportionnelle.

En outre, sept partis signataires de l'accord demandaient dimanche soir le maintien de représentants de la société civile lors des négociations. Selon eux, la société civile "est la première victime" des violences et de l'embargo, décrété par neuf Etats, depuis le coup d'Etat qui, en juillet 1996, porta au pouvoir l'actuel président, le major Pierre Buyoya.

Impasse sur les sanctions

La question des sanctions n'est pas abordée par l'accord. Dans un premier temps, le gouvernement burundais en avait fait un préalable à tout pourparler, puis il avait renoncé à cette pré-condition. Lundi dernier, lors de l'ouverture des pourparlers, le président tanzanien Benjamin Mkapa était resté très ferme sur leur maintien, aussi longtemps que des négociations ne seraient pas "engagées de façon irréversible".

Selon des observateurs occidentaux, cette fermeté est à l'origine d'une autre réserve émise par le gouvernement burundais, quant au lieu des prochaines négociations. Elles n'auront pas nécessairement lieu à Arusha, ni même en Tanzanie, précise-t-on.

Le médiateur tanzanien, l'ancien chef de l'Etat Julius Nyerere, a déjà fait l'objet de critiques du gouvernement burundais, qui a accusé la Tanzanie d'avoir laissé des groupes armés burundais s'approvisionner et s'entraîner sur son territoire. Un incident armé avait opposé les deux pays au début de l'année sur le lac Tanganyika.

Enfin, la mention limitant la durée des négociations à trois mois, moyennant des "intervalles appropriés", a été supprimée du document final, toujours à la demande du gouvernement, qui a jugé ce délai "trop court".

Certains partis d'opposition ont estimé que les autorités "cherchent à gagner du temps" et exprimé leur crainte de voir les négociations "s'éterniser".

Réactions des principaux partis d'opposition

Le président en exil du Front pour la démocratie au Burundi (Frodebu), le Dr Jean Minani, s'est déclaré surpris de la position du gouvernement : "Ils continuent à tuer des gens, comment peuvent-ils s'exclure de la trêve ?" a-t-il demandé, se démarquant ainsi de la prudence observée par le Frodebu de l'intérieur.

A la veille des pourparlers d'Arusha, neuf ministres Frodebu et un vice-président ont été nommés, à la suite d'un accord de transition conclu par le président de l'assemblée nationale, Léonce Ngendakumana, à la veille des pourparlers d'Arusha.

Dimanche soir, lors de la signature de la déclaration commune, Léonce Ngendakumana, qui incarne le Frodebu de l'intérieur, était absent, du fait de rencontres prévues lundi et mardi à Bruxelles avec la diplomatie belge et l'Union européenne.

Le secrétaire général de l'Assemblée, signataire au nom du Frodebu, Alphonse Nahindavyindanga, s'est borné à indiquer dimanche soir que "d'emblée, on ne peut pas juger cet accord, mais nous sommes optimistes, parce que cela constitue un début".

Le président du Front pour la libération nationale (Frolina), l'un des trois groupes de la rébellion armée, s'est déclaré "heureux" de la signature de la déclaration commune, mais "inquiet de la position du gouvernement". Joseph Karumba a en outre indiqué vouloir négocier "une restructuration de l'armée, pour y inclure toutes les ethnies", question particulièrement controversée.

Le Parti pour la libération du peuple Hutu (Palipehutu), autre groupe armé d'opposition, s'est pour sa part déclaré "en partie satisfait". Le premier vice-président du Palipehutu, Antoine Sezoya, a notamment exprimé son inquiétude, quant aux mesures de contrôle d'une suspension des hostilités.

"C'est dire, conclut un observateur, que si elle porte en elle un espoir inédit de paix et de réconciliation au Burundi, la déclaration commune d'Arusha contient aussi tous les germes d'un échec".

FB/PHD/FH (BU&0622A)

21 JUIN 1998

BURUNDI/ACCORD

PRECISIONS SUR LES RESERVES GOUVERNEMENTALES A L'ACCORD D'ARUSHA

Arusha, 21 juin 98 (FH) - Le gouvernement et des partis pro-gouvernementaux burundais ont porté des réserves manuscrites, absentes du texte original, à l'accord en vue d'une suspension des hostilités et l'ouverture de négociations signé dimanche soir à Arusha (nord de la Tanzanie).

Une importante réserve a été portée à la main par le ministre burundais chargé du processus de paix, Ambroise Niyonsaba, sur l'accord signé dimanche soir entre dix-sept parties au conflit. Cette réserve porte sur "la formulation concernant la suspension des hostilités qui devrait mentionner uniquement les factions armées".

Le ministre a notamment déclaré à la presse que "le gouvernement, à ce stade, n'est pas concerné" par la suspension des hostilités et que "de toute façon, le gouvernement doit continuer à faire son action de police et de défense des populations".

Peu avant la séance de signature, on indiquait que le vocable de "parties armées au conflit", qui "déclarent une suspension des hostilités [...] le 20 juillet au plus tard" serait remplacé par le terme "factions armées" dans le texte, afin de permettre au gouvernement burundais de ne pas se voir désigné comme partie belligérante. Cela n'a pas été le cas, ce qui a motivé l'apport d'une réserve manuscrite au document final.

De même, on précisait que dans l'énumération des points à aborder en commission, "les dispositions pour le cessez-le-feu permanent" serait supprimées des travaux de la commission "paix et sécurité". En fait, ce point a été maintenu dans le texte signé, mais il fait l'objet de "réserves expresses", portées à la main, par des chefs de partis pro-gouvernementaux, à l'imitation du gouvernement.

En revanche, la limitation des pourparlers de paix à trois mois a été supprimée du texte de l'accord, à la demande du gouvernement, qui a estimé ce délai "trop court".

Une deuxième réserve manuscrite, exprimée tant par le gouvernement burundais que par plusieurs partis pro-gouvernementaux concerne le lieu où les négociateurs seront appelés à se réunir. Selon eux, le choix ne devrait pas être limité à la ville d'Arusha, ni même à la Tanzanie.

Par le passé, le médiateur tanzanien, l'ancien chef de l'Etat Julius Nyerere, avait fait l'objet de critiques de la part du gouvernement burundais. La Tanzanie a été accusée à plusieurs reprises d'avoir laissé des éléments de la rébellion armée burundaise s'approvisionner et s'entraîner sur son territoire.

Plusieurs partis pro-gouvernementaux de création récente ont en outre accompagné leur signature de réserves sur la levée des sanctions économiques à l'encontre du Burundi, enjeu que l'accord n'aborde pas, et la représentation de la société civile lors des négociations.

Dans un communiqué publié dimanche soir à Arusha, l'Union pour le progrès national (Uprona, pro-gouvernemental), le Parti pour la libération du peuple (PRP), le parti Inkizo, le Parti indépendant des travailleurs (PIT), l'Alliance des Vaillants (AV-Intwari), le Parti social

démocrate (PSD) et le Parti libéral (PL) recommandent notamment le maintien de la société civile parmi les parties aux futures négociations.

Ces partis estiment que la société civile est "la première victime du conflit, en particulier de l'embargo et des violences". Un embargo économique à l'encontre du Burundi est en principe observé par neuf pays de la région depuis le coup d'Etat de l'actuel président, le major Pierre Buyoya. Dans un premier temps, le gouvernement burundais avait fait de la levée des sanctions économiques un préalable à tout pourparler.

Le communiqué conclut toutefois, qu'en dépit du peu de temps imparti aux discussions, "la rencontre de toutes les parties à Arusha constitue un succès".

FB/PHD/FH (BU&0621C)

21 JUIN 1998

BURUNDI/NEGOCIATIONS

ACCORD EN VUE D'UNE PROCHAINE FIN DES HOSTILITES AU BURUNDI: REACTIONS

Arusha, 21 juin 98 (FH) - Les groupes armés de la rébellion burundaise ont réagi prudemment à l'accord qu'ils ont signé dimanche à Arusha (nord de la Tanzanie) en vue d'une cessation des hostilités et de l'ouverture de négociations.

La délégation gouvernementale a réservé ses commentaires à la presse pour la fin de la séance de signature, tandis que la rébellion armée a accepté de commenter l'accord.

Le président du Front pour la libération nationale (Frolina, rébellion armée), Joseph Karimba, a notamment déclaré à l'agence Hironnelle : "Nous n'avons pas de problèmes, nous sommes vraiment satisfaits, mais nous doutons, parce que les Burundais sont de grands menteurs".

Le premier vice-président du Parti pour la libération du peuple Hutu (Palipehutu, rébellion armée), Antoine Sezoya, a pour sa part exprimé son "souhait" de voir clarifier "les mesures de contrôle" en cas de violation de l'accord.

Pour le président du Conseil national de défense de la démocratie (CNDD), Léonard Nyangoma, interrogé à quelques minutes de la séance de signature, "il n'y a pas de problème, nous signons".

Questionné sur le délai d'un mois ménagé entre cette étape-ci des discussions et l'ouverture des négociations, le président du CNDD l'a estimé suffisant pour surmonter la scission intervenue en février dernier au sein de son mouvement : "Si nous signons, c'est parce que nous estimons que le délai est suffisant" a-t-il indiqué.

La composante militaire du CNDD, les Forces armées pour la démocratie (CNDD-FDD) affirme avoir limogé en février dernier Léonard Nyangoma de son poste de président, le remplaçant par son responsable des opérations militaires, Jean-Bosco Ndiyikengurukiye. Jeudi dernier, elles "lançaient un avertissement à ceux qui continuent à conclure des accords au nom du CNDD" avait indiqué leur porte-parole, Jérôme Ndiho.

L'envoyé spécial du Département d'Etat, l'Américain Howard Wolpe, a jugé l'accord "très positif et un début très encourageant". Le diplomate américain a précisé à l'agence Hironnelle "qu'il y a seulement un an, il aurait été inconcevable d'asseoir toutes les parties ensemble".

L'envoyé spécial de l'Union européenne, l'Italien Aldo Ajello, a indiqué pour sa part être "très satisfait de l'adoption d'un document "qui contient tout ce que l'on avait espéré au début", en dépit des réserves du gouvernement. L'Union européenne a en grande partie financé les pourparlers d'Arusha.

Débatues depuis lundi dernier, les annexes au projet d'accord soumis aux délégations vendredi soir ne figurent pas dans l'accord final signé dimanche, observe-t-on.

En définitive, le texte indique que "les parties conviennent d'adopter au moment opportun un document que le facilitateur présentera" sur les points abordés dans les annexes, dont, notamment, la méthode, le calendrier, l'organisation et la représentation des participants, lors des négociations.

Autre recul enregistré sur le texte présenté vendredi soir, à la demande du gouvernement burundais, la durée des négociations ne sera pas limitée à trois mois, comme l'avait souhaité le médiateur tanzanien, l'ancien chef de l'Etat Julius Nyerere.

Les pourparlers d'Arusha visent à mettre un terme à près de cinq ans de violences qui ont fait au moins 150'000 morts depuis l'assassinat du premier président hutu et premier chef de l'Etat burundais élu démocratiquement, Melchior Ndadaye, en octobre 1993.

Le Burundi fait en outre l'objet de sanctions économiques en principe observées par neuf Etats de la région, depuis le coup d'Etat qui porta au pouvoir l'actuel président, le major Pierre Buyoya. Dans un premier temps, le gouvernement burundais avait fait de la levée des sanctions un préalable à l'ouverture de pourparlers de paix.

Les Etats auteurs des sanctions seraient prêts à les "réexaminer de manière définitive" dès lors que les pourparlers de paix seraient "engagés de façon irréversible" avait annoncé lundi le président tanzanien Benjamin Mkapa, lors de l'ouverture des discussions à Arusha.

FB/PHD/FH (BU&0621B)

21 JUIN 1998

BURUNDI/NEGOCIATIONS

SUSPENSION DES HOSTILITES AU PLUS TARD LE 20 JUILLET PROCHAIN

Arusha, 21 juin 98 (FH) - Dix-sept délégations burundaises réunies depuis lundi à Arusha sont convenues dimanche à Arusha (nord de la Tanzanie) de suspendre les hostilités au Burundi en prévision de négociations de paix le 20 juillet prochain.

C'est la première fois en bientôt cinq ans d'un conflit meurtrier que le gouvernement burundais, les groupes armés et des partis de la majorité comme de l'opposition, interne et en exil, acceptent de faire taire les armes et d'ouvrir des pourparlers de paix.

La déclaration commune porte sur "un engagement solennel à mener de sérieuses négociations jusqu'à une solution juste et durable" du conflit, "un engagement à résoudre le conflit burundais par des voies pacifiques et de mettre fin à toutes les formes de violences"

"En conséquence, poursuit le document, toutes les factions armées déclarent une suspension des hostilités à compter du 20 juillet au plus tard".

Deux amendements ont été apportés au texte final à la demande du gouvernement burundais. Le gouvernement a demandé de substituer au vocable "parties armées" celui de "factions armées", afin d'exclure l'armée nationale burundaise des termes de l'accord et de ne pas être considéré comme partie belligérante.

Le second amendement laisse ouvert le lieu des prochaines négociations, là où dans la version originale du texte, Arusha était désignée comme ville-hôte des pourparlers de paix.

Le texte prévoit la constitution de cinq commissions chargées de négocier les points suivants:

- la nature du conflit, les problèmes de génocide et d'exclusion et leurs solutions;
- démocratie et bonne gouvernance; systèmes institutionnels et constitutionnels, justice et lutte contre l'impunité; systèmes judiciaire et administratif;
- paix et sécurité pour tous; la question des forces de sécurité publique et de défense, la cessation des hostilités;
- réhabilitation et réinstallation des réfugiés et les sinistrés; la reconstruction et le développement économique et social;
- les institutions de transition
- les garanties pour la mise en œuvre de l'accord découlant des négociations.

Les délégués ont entrepris de signer la "déclaration des participants aux négociations de paix impliquant toutes les parties au conflit" à 17h.30 locales (14h.30 GMT) à l'invitation du médiateur tanzanien Julius Nyerere. La session plénière avait commencé deux heures plus tôt.

FB/PHD/FH (BU&0621A)

20 JUIN 1998

BURUNDI/NEGOCIATIONS

PLENIERE REPOUSSEE, LES CONSULTATIONS SE POURSUIVAIENT SAMEDI SOIR

Arusha, 20 juin 98 (FH) - Les consultations du médiateur tanzanien Julius Nyerere avec dix-huit partis burundais sur un projet d'appel à la trêve et à des négociations de paix se poursuivaient samedi soir.

Dix-huit partis devaient être consultés samedi à Arusha (nord de la Tanzanie), sur un projet de communiqué commun appelant à une trêve immédiate des combats et à l'ouverture de négociations de paix d'ici un mois, dont l'agenda et la méthode ont été discutés depuis lundi dernier.

La session plénière devant entériner le projet de communiqué commun, initialement annoncée pour 10h.00 locales, puis repoussée à dix-huit heures, devrait finalement se dérouler dimanche.

A 20h.00 locales (17h.00 GMT), deux partis de création récente, l'alliance burundo-africaine pour le Salut (Abasa) et l'Alliance des Vaillants (AV-Intwari) étaient encore en discussions à huis-clos avec l'équipe du médiateur tanzanien.

Le projet de communiqué commun, distribué vendredi soir aux délégations, devrait être officiellement adopté en session plénière dimanche par dix-sept partis, dont les noms y figurent.

Un dix-huitième parti de création récente, l'Alliance nationale pour le droit et le développement (Annade), était également consulté aujourd'hui.

Dans l'entourage du médiateur, on indique que les finances de la Fondation Nyerere, chargée d'organiser les pourparlers et essentiellement soutenue par l'Union européenne et le Canada, s'épuisent rapidement.

Initialement prévues pour durer trois jours, les discussions se poursuivent depuis bientôt une semaine, pendant laquelle il a fallu loger et nourrir plus d'une vingtaine de délégations, y compris celles des observateurs et des représentants de la société civile, précise-t-on.

Les pourparlers d'Arusha sont destinés à mettre fin à la guerre civile meurtrière qui se déroule au Burundi depuis près de cinq ans entre l'armée dominée par la minorité tutsie et la rébellion hutue.

FB/PHD/FH (BU&0620B)

20 JUIN 1998

BURUNDI/NEGOCIATIONS

RONDE DE CONSULTATIONS POUR ADOPTER UN PROGRAMME DE NEGOCIATIONS

Arusha, 20 juin 98 (FH) - Le médiateur tanzanien de la crise burundaise, l'ex-président Julius Nyerere, rencontré tour à tour samedi à Arusha (nord de la Tanzanie) dix-huit délégations burundaises en vue de l'adoption d'un communiqué commun sur des négociations de paix.

Prévue samedi matin, une session plénière entre-temps repoussée en début de soirée doit adopter un appel à une trêve immédiate des combats et à l'ouverture d'ici un mois de négociations de paix, dont l'agenda et les modalités ont été discutées depuis lundi à Arusha.

Selon le projet de communiqué commun distribué aux délégations vendredi soir, toutes les parties "promettent solennellement de s'engager dans de sérieuses négociations" jusqu'à une "solution durable" de la crise, le "gouvernement et les groupes armés [...] déclarent une trêve immédiate et s'engagent à définir les modalités de la cessation des hostilités pendant toute la durée des négociations", fixées au 20 juillet prochain à Arusha.

En annexe, un "programme du processus de négociation" porte "sur les questions des participants, l'ordre du jour, la méthodologie, le délai, les arrangements institutionnels et administratifs".

Ce programme prévoit notamment la constitution de cinq commissions, appelées à négocier sur "la démocratie et la bonne gouvernance, la paix et la sécurité, la reconstruction et le développement économique et social, les institutions de transition", et sur "les garanties et la mise en œuvre" d'un accord de paix.

Selon le texte, les négociations seront limitées à trois mois, "avec des intervalles appropriés", arrêtés par le médiateur tanzanien, l'ancien chef de l'Etat Julius Nyerere.

Une seconde annexe détaille les points du programme de négociations. Ils prévoient une analyse de la nature du conflit, de ses "causes profondes", des "problèmes de génocide" et des "problèmes d'exclusion"; un arrêt des hostilités ou une trêve au cours des négociations, la réhabilitation et le rétablissement des réfugiés et déplacés internes.

Le texte prévoit également de négocier les "arrangements constitutionnels", les réformes des systèmes judiciaire et administratif; des forces de sécurité publique et de défense et un cessez-le-feu permanent.

Le programme de négociations porte aussi sur "le redressement socio-économique et le développement", "les arrangements législatifs et de transition", "un gouvernement de transition négocié", "les arrangements pour les élections démocratiques ultimes" et enfin "les garanties et la mise en application" de l'accord de paix.

Le document doit être signé par dix-sept parties aux négociations : le gouvernement, l'assemblée nationale, le Front pour la démocratie au Burundi (Frodebu, opposition parlementaire), l'Union pour le progrès national (Uprona, parti présidentiel), le Conseil national pour la défense de la démocratie (CNDD-Nyangoma), le Parti pour le redressement national (Parena, de l'ex-président Bagaza), Abasa, AV-Intwari, le Front pour la libération nationale (Frolina, opposition armée),

Inkinzo, le Parti pour la libération du peuple hutu (Palipehutu, opposition armée), le Parti indépendant des travailleurs (PIT), le Parti libéral (PL), le Parti du peuple (PP), le Parti pour la réconciliation populaire (PRP), le Parti social démocrate (PSD) et le Rassemblement du peuple burundais (RPB).

La branche armée du CNDD, en crise ouverte avec son président Léonard Nyangoma, était présente à Arusha mais pas officiellement invitée aux discussions.

L'Annade, consultée aujourd'hui, ne figurait pas hier soir parmi les signataires prévus.

FB/PHD/FH (BU&0620A)

19 JUIN 1998

BURUNDI/NEGOCIATIONS

UN GROUPE ARME EN CRISE MENACE DE REPRENDRE LES COMBATS

Arusha, 19 juin 98 (FH) - L'une des trois composantes de la rébellion burundaise a menacé vendredi de reprendre les combats en cas d'échec des pourparlers de paix entamés lundi à Arusha (nord de la Tanzanie) sous l'égide de l'ancien président tanzanien Julius Nyerere.

"Si les négociations échouent par la faute de la junte militaire de Bujumbura, le CNDD continuera la guerre" a notamment déclaré vendredi après-midi à la presse le président en titre du Conseil national de défense de la démocratie (CNDD), Léonard Nyangoma.

Rejetant les accords de transition conclus entre le gouvernement burundais et l'assemblée nationale à la veille des pourparlers d'Arusha, Léonard Nyangoma a affirmé que les discussions entamées depuis lundi devraient "mettre fin à la situation de coup d'Etat dans laquelle notre pays se trouve depuis le 21 octobre 1993".

Le CNDD est entré en rébellion armée après l'assassinat du premier président hutu et premier chef de l'Etat burundais élu démocratiquement, Melchior Ndadaye, en octobre 1993. Le coup de force déclencha des violences qui ont depuis lors fait plus de 150'000 morts.

"L'objectif final de toutes nos actions sera de restaurer la démocratie et la légalité constitutionnelle au Burundi" a déclaré Léonard Nyangoma, qui s'est par ailleurs déclaré favorable au maintien des sanctions économiques à l'encontre du Burundi.

Neuf pays de la région observent en principe ces sanctions depuis le coup d'Etat de juillet 1996 qui porta au pouvoir l'actuel président, le major Pierre Buyoya. Le gouvernement burundais avait dans un premier temps fait un préalable de la levée des sanctions à tout pourparler de paix.

Léonard Nyangoma a par ailleurs minimisé la crise interne que connaît son mouvement, assurant que "nous sommes très avancés dans la résolution satisfaisante de la crise".

La composante militaire de son mouvement, les Forces armées pour la démocratie (CNDD-FDD) affirme avoir limogé en février dernier Léonard Nyangoma de son poste de président, le remplaçant par son responsable des opérations militaires, Jean-Bosco Ndiyikengurukiye.

Jeudi, les FDD se déclaraient "prêtes à accepter toute solution de paix", aussi longtemps qu'elle garantirait leurs objectifs de "paix et de sécurité pour tous", précisait leur porte-parole, Jérôme Ndiho. Le porte-parole des FDD a en outre lancé un avertissement "à ceux qui continuent à conclure des accords au nom du CNDD".

En l'absence de congrès ou de réunion du Conseil exécutif du CNDD depuis la "révocation" de Léonard Nyangoma par la branche armée du mouvement, le médiateur tanzanien Julius Nyerere a adopté une approche legaliste de cette crise interne, en choisissant le président en titre comme représentant officiel aux pourparlers d'Arusha.

Un projet de communiqué commun à seize parties au conflit devrait être adopté samedi à Arusha, prévoyant notamment "une trêve immédiate" des hostilités, l'ouverture sur le fond de négociations de paix, le 20 juillet prochain et la définition de leur programme.

Une pause d'un mois entre cette première étape des discussions et les pourparlers à venir est notamment destinée à permettre au CNDD de surmonter ses divergences et de présenter en juillet une représentation unique du mouvement lors des négociations proprement dites.

AT/FB/PHD/FH (BU&0619B)

19 JUIN 1998

BURUNDI/NEGOCIATIONS

UN PROJET D'ACCORD SUR UNE TREVE DES HOSTILITES SERAIT ADOPTE DEMAIN

Arusha, 19 juin 98 (FH) - Seize parties au conflit burundais se sont mis d'accord vendredi à Arusha sur un projet de communiqué commun appelant à une trêve immédiate des combats et à la poursuite, le 20 juillet prochain, de pourparlers de paix, a-t-on appris vendredi soir.

Dans l'entourage du médiateur tanzanien, on indique que ce texte a été adopté par l'ensemble des parties au conflit, lors de consultations séparées.

Intitulé "projet de communiqué sur les négociations de paix impliquant toutes les parties au conflit", le texte indique notamment que "tous les partis et les groupes armés [...] déclarent une trêve immédiate; et s'engagent à définir les modalités de la cessation des hostilités pendant toute la durée des négociations".

Le projet comporte en annexe un programme de négociations, portant sur "les questions des participants, l'ordre du jour, la méthodologie, le délai, les arrangements institutionnels et administratifs".

Le projet devrait être débattu et adopté samedi matin au Centre de conférence international d'Arusha, lors d'une session plénière devant conclure cette première étape des discussions.

Une inconnue demeure quant à l'une des trois composantes de la rébellion armée, le Conseil national pour la défense de la démocratie (CNDD) dont le président en titre, Léonard Nyangoma, est fortement contesté par la composante armée de son mouvement.

Seul le CNDD "officiel" de Nyangoma est associé aux pourparlers de paix d'Arusha, la branche armée, tout en étant présente à Arusha, n'ayant pas été invitée à s'associer officiellement aux débats.

La branche armée, le CNDD-FDD, avait révoqué Léonard Nyangoma de son poste de président en février dernier. En l'absence de congrès ou de réunion du Conseil exécutif du CNDD depuis lors, le médiateur tanzanien a adopté une approche legaliste de cette crise interne, en choisissant le président en titre comme représentant officiel du mouvement, explique-t-on de source informée.

Le calendrier prévoit un délai d'un mois entre cette étape-ci des discussions et l'ouverture des négociations sur le fond, prévue le 20 juillet prochain à Arusha, pause notamment destinée à permettre au CNDD de surmonter ses divergences et d'offrir une représentation unitaire lors des pourparlers de paix à venir.

Le texte ne fait aucune mention des sanctions économiques auquel le Burundi est en principe soumis, depuis juillet 1996, par neuf pays de la région après le coup d'Etat qui a porté au pouvoir l'actuel président, le major Pierre Buyoya.

Les Etats auteurs des sanctions seraient prêts à les "réexaminer de manière définitive" dès lors que les pourparlers de paix seraient "engagés de façon irréversible" avait annoncé lundi le président tanzanien Benjamin Mkapa, lors de l'ouverture des discussions.

Les pourparlers d'Arusha sont destinés à mettre fin à la guerre civile meurtrière qui se déroule au Burundi, depuis près de cinq ans, entre l'armée dominée par la minorité tutsie et la rébellion hutue.

FB/PHD/FH (BU&0619A)

18 JUIN 1998

BURUNDI/NEGOCIATIONS

LE MEDIATEUR SE MONTRE SATISFAIT FACE AUX DIPLOMATES OCCIDENTAUX

Arusha, 18 juin 98 (FH) - Le médiateur tanzanien Julius Nyerere s'est déclaré "satisfait" de ses consultations avec plus d'une vingtaine de délégations burundaises réunies à Arusha depuis lundi dans un premier réel effort de paix depuis cinq ans, a-t-on appris jeudi soir de source diplomatique occidentale.

Selon une source sûre interrogée par l'agence indépendante de presse Hironnelle à l'issue d'une rencontre du médiateur avec les diplomates occidentaux, un consensus aurait été atteint sur des "questions fondamentales".

Les points d'accord dégagés par le médiateur au cours de trois jours de consultations intensives avec dix-sept partis burundais et des représentants de la société civile et de l'armée portent sur l'agenda des négociations, la constitution de six commissions chargées d'y contribuer, la représentation des partis en leur sein et l'observation d'une pause d'un mois entre cette étape-ci de discussions et l'ouverture des négociations proprement dites.

Le médiateur s'est montré optimiste quant à la conclusion d'une trêve que les parties belligérantes s'engageraient à respecter pendant les négociations à venir, mais ce point crucial du processus de paix continue à soulever des difficultés.

S'agissant des sanctions économiques qu'observent, en principe, neuf Etats africains depuis le coup d'Etat de juillet 1996 qui a porté au pouvoir l'actuel président, le major Pierre Buyoya, "le moment n'est pas venu d'envisager leur levée" aurait indiqué le médiateur à ses interlocuteurs occidentaux, précisant qu'il en serait question lors de l'ouverture de négociations sur le fond.

Les Etats auteurs des sanctions seraient prêts à les "réexaminer de manière définitive" dès lors que les pourparlers de paix seraient "engagés de façon irréversible" avait annoncé lundi le président tanzanien Benjamin Mkapa, lors de l'ouverture des pourparlers d'Arusha.

Le médiateur n'a pas fourni de précisions sur la composition et la représentation des partis au sein des commissions appelées à négocier sur le fond, mais un consensus serait acquis sur cette question, a-t-il assuré à ses interlocuteurs.

Enfin, la session plénière qui doit conclure cette première étape des discussions se bornerait à adopter un communiqué de presse rappelant les points d'accord, en lieu et place d'une déclaration commune, comme il en a été question ces deux derniers jours à Arusha.

Plusieurs délégations et certains observateurs avaient envisagé, à la demande du médiateur, l'adoption d'une déclaration commune appelant simultanément à la cessation des hostilités et à la levée des sanctions.

L'envoyé spécial de l'Union européenne dans la région des Grands Lacs, l'Italien Aldo Ajello, indiquait jeudi à midi à l'agence Hironnelle qu'un accord sur l'agenda de négociation et la composition des groupes de travail constituerait "un succès remarquable".

Les actuels pourparlers d'Arusha sont la première tentative non-avortée de mettre fin à cinq ans d'un conflit interne qui a fait plus de 150'000 morts en cinq ans au Burundi.

FB/PHD/FH (BU&0618B)

18 JUIN 1988

BURUNDI/NEGOCIATIONS

LA FIXATION D'UN AGENDA DES NEGOCIATIONS SERAIT UN SUCCES, SELON L'ENVOYE SPECIAL DE L'UNION EUROPEENNE

Arusha, 18 juin 98 (FH) - Un accord sur un agenda de négociation lors des pourparlers inter-burundais en cours à Arusha (nord de la Tanzanie) serait "un succès remarquable" a estimé jeudi l'envoyé spécial de l'Union européenne dans les Grands Lacs, l'Italien Aldo Ajello.

Interrogé par l'agence indépendante de presse Hironnelle sur l'état d'avancement des consultations entamées lundi par le médiateur tanzanien Julius Nyerere avec dix-sept partis burundais, Aldo Ajello a indiqué que la détermination d'un agenda de négociation, l'identification et la composition des groupes de travail appelés à y participer constituerait "un succès remarquable" à ce stade des discussions.

"C'est la première fois qu'il y a une dynamique [de négociation] et que certaines résistances ont disparu" a notamment déclaré l'émissaire européen à l'Agence Hironnelle, jugeant "impressionnant d'entendre le discours que les délégués tiennent, par rapport à il y a seulement quelques mois".

L'envoyé spécial de l'Union européenne participait jeudi matin à une rencontre avec cinq "jeunes partis" burundais, de création récente, le Parti Libéral (PL), le Parti du Peuple (PP), le Parti indépendant des travailleurs (PIT) et les partis AV-Intware et Abassa, en compagnie des autres émissaires occidentaux (Afrique du Sud, Canada, Etats-Unis, Suisse, Communauté catholique de San Egidio).

Les émissaires occidentaux devaient rencontrer dans l'après-midi le président du Conseil national pour la démocratie au Burundi (CNDD), Léonard Nyangoma, rendez-vous déjà repoussé par trois fois en deux jours, indice des dissensions interne à son mouvement.

Révoqué de son poste de président en février dernier par la branche armée du CNDD, Léonard Nyangoma se verrait actuellement instamment prié de parvenir à une représentation unitaire de son mouvement, en rébellion armée contre le régime de Bujumbura, en vue des négociations proprement dites.

Un second round de négociations devrait se dérouler après une pause de quelques semaines, une fois que seront adoptés un agenda, le nombre et la composition des groupes de travail, ainsi qu'une déclaration commune.

L'ensemble des partis semblent être convenus que "toutes les sensibilités" doivent être représentées au sein des groupes de travail, en évitant que chacun des partis - trop nombreux pour des travaux efficaces - y participe individuellement. Ces groupes de travail porteraient notamment sur la sécurité, la justice et la réforme des institutions.

Vraisemblablement repoussée à samedi, la déclaration commune attendue lors de la session plénière porterait en premier lieu sur un engagement de l'ensemble des partis à poursuivre les négociations.

Un consensus ne semble pas être encore atteint sur un appel à une "suspension" des sanctions économiques pour la durée des négociations, moyen terme envisagé entre partisans et

adversaires de leur maintien. Neuf Etats africains observent, en principe, des sanctions économiques à l'encontre du Burundi, adoptées à la suite du coup d'Etat du major Pierre Buyoya de juillet 1996.

S'agissant d'un appel à la cessation des hostilités, le président de l'une des trois composantes de la rébellion armée, le Parti pour la libération du peuple hutu (Palipehutu), l'a exclu. Interrogé par l'Agence Hironnelle, le président Etienne Kana a indiqué qu'il ne pouvait y avoir de cessez-le-feu sans négociation sur le fond, visant à obtenir une "sécurité pour tous".

Le Front de libération nationale (Frolina), échaudé par une récente offensive gouvernementale dans le Sud du pays, n'y serait actuellement pas davantage disposé.

Là encore, un compromis pourrait être trouvé en prévoyant une suspension des hostilités pendant la tenue du second round de négociations, indique-t-on de bonne source.

La pause prévue après les consultations en cours devrait notamment permettre aux composantes de la rébellion de s'assurer de l'adhésion de leurs troupes au processus de négociations et au médiateur tanzanien, l'ancien chef de l'Etat Julius Nyerere, d'obtenir un "engagement fiable" des belligérants.

En fin d'après-midi, les émissaires occidentaux devraient rencontrer le médiateur, qui leur rendra compte de ses entretiens et devrait leur confirmer le report de la session plénière de vendredi à samedi.

Dans la matinée, Julius Nyerere a poursuivi ses consultations avec des représentants burundais, dont, notamment, la présidente de la Cour suprême burundaise, un représentant des forces armées et la Société de la jeunesse pour la défense des minorités (Sojedem).

FB/PHD/FH (BU&0618A)

17 JUIN 1998

BURUNDI/NEGOCIATIONS

LES CONSULTATIONS SE POURSUIVENT : SESSION PLENIERE PREVUE VENDREDI

Arusha, 17 juin 98 (FH) - Les consultations du médiateur tanzanien avec dix-sept partis burundais devraient se poursuivre jeudi et une session plénière avoir lieu vendredi, a-t-on appris mercredi soir auprès des négociateurs.

L'ancien chef de l'Etat tanzanien, Julius Nyerere, médiateur dans la crise burundaise, est resté invisible de la presse et du public depuis le début des consultations séparées qu'il a entamées hier à Arusha (nord-ouest de la Tanzanie) et qui auraient dû se conclure ce soir.

On apprenait de bonne source que ces consultations, portant sur l'agenda des négociations, le nombre et la composition des commissions appelées à y contribuer, se poursuivraient jeudi matin.

Ce programme de négociations fait l'objet d'un premier round de discussions, qui devrait être formalisé lors d'une session plénière vendredi et donner lieu à une déclaration commune des participants.

La déclaration commune devrait notamment appeler à une cessation des hostilités au Burundi, sans pour autant constituer un accord formel de cessez-le-feu, a-t-on appris auprès de diverses délégations.

L'élaboration du texte achoppe notamment sur la question controversée des sanctions économiques en principe observées par neuf pays africains, à la suite du coup d'Etat du major Pierre Buyoya de juillet 1996. Certains partis présents à Arusha réclament leur levée, d'autres leur maintien jusqu'au terme des négociations.

Les Etats auteurs des sanctions seraient prêts à les "réexaminer de manière définitive" dès lors que les pourparlers de paix seraient "engagés de façon irréversible" avait annoncé le président tanzanien Benjamin Mkapa, lundi, lors de l'ouverture des pourparlers.

Une fois un programme de négociations et une déclaration commune adoptés en session plénière, une pause de deux semaines à un mois serait observée, avant d'aborder les discussions devant mener à un accord de paix.

Au moins trois composantes de la rébellion armée sont représentées aux pourparlers d'Arusha, le Parti pour le libération du peuple hutu (Palipehutu), le Front de libération nationale (Frolina) et la branche politique du CNDD que préside Léonard Nyangoma.

Cet après-midi, une rencontre prévue à 17h.00 locales entre Léonard Nyangoma et des diplomates occidentaux a été reportée à demain matin.

Désavoué en février dernier par la branche armée du CNDD, Léonard Nyangoma est jusqu'ici resté officiellement président de son mouvement. Il jouit à ce titre du légalisme observé par le médiateur tanzanien, qui le considère comme représentant officiel du mouvement.

Les représentants de la branche armée du CNDD sont présents à Arusha, mais n'ont pas été officiellement invités à prendre part aux discussions. Selon un diplomate occidental, il paraît peu probable qu'ils le soient avant qu'un règlement interne de la crise n'intervienne au sein du CNDD.

Par ailleurs, le président en exil du Front pour la démocratie au Burundi (Frodebu), le Dr Jean Minani, est revenu mercredi sur son rejet de lundi des institutions de transition mises en place au Burundi à la veille des pourparlers d'Arusha, en ne voyant "pas d'inconvénients" à un partenariat politique, qui irait "dans le sens de négociations immédiates et sans conditions".

Le Frodebu de l'intérieur, incarné par le président de l'assemblée nationale Léonce Ngendakumana, est un partenaire-clé des accords de transition, tandis que ses représentants en exil ne soutiennent pas officiellement la rébellion armée.

FB/PHD/FH (BU&0617A)

16 JUIN 1998

BURUNDI/NEGOCIATIONS

ARRET DES HOSTILITES ET LEVEE DES SANCTIONS :

DIX-SEPT PARTIS BURUNDAIS EN CONSULTATION AVEC LE MEDIATEUR NYERERE

Arusha, 16 juin 98 (FH) - Le médiateur tanzanien Julius Nyerere cherche à obtenir des dix-sept partis burundais représentés aux premiers pourparlers directs depuis cinq ans de conflit une déclaration commune en vue de la cessation des hostilités et d'une levée des sanctions contre le Burundi.

Engagé dans d'intenses discussions séparées avec les délégations burundaises réunies depuis lundi à Arusha, l'ancien président Julius Nyerere cherche à obtenir un communiqué commun des dix-sept partis en cours de consultation, appelant à la fin des hostilités et à la levée des sanctions économiques adoptées contre le Burundi au lendemain du coup d'Etat de juillet 1996 du major Pierre Buyoya.

Le communiqué commun devrait être publié dès la fin des consultations, prévues pour mercredi soir. Toutefois, les discussions bilatérales pourraient se prolonger au-delà de mercredi, compte tenu de la complexité des négociations.

Fin mai dernier, lors de consultations à Dar-es-Salaam, le président de l'une des factions du Conseil national pour la défense et la démocratie (CNDD), en rébellion armée contre le régime de Bujumbura, Léonard Nyangoma, s'était prononcé contre un cessez-le-feu, comme préalable aux négociations.

Lundi à Arusha, Léonard Nyangoma s'était en outre vivement opposé aux institutions de transition instaurées au Burundi à la veille des pourparlers d'Arusha. On évoque maintenant la possibilité de voir invitée aux discussions la faction dissidente du CNDD, qui avait révoqué Nyangoma de son poste de président en février dernier, afin de faire pression sur lui.

Cherchant à éviter un affrontement direct entre Nyangoma et le major Buyoya sur la question du cessez-le-feu, le médiateur Julius Nyerere avait notamment déclaré fin mai à Dar-es-Salaam : "Ce n'est pas Buyoya qui demande un cessez-le-feu avant les négociations, c'est moi, le médiateur. Comment voulez-vous que nous nous engagions dans des pourparlers de paix quand les gens sont encore en train de se battre ?" avait-il demandé.

Par ailleurs, l'opposition aux institutions de transition du président en exil du Front pour la démocratie (Frodebu), le Dr Jean Minani, alors que le Frodebu de l'intérieur, représenté par le président de l'assemblée nationale Léonce Ngendakumana, est le principal partenaire de ces accords, ne devrait pas constituer un obstacle majeur, indique-t-on.

Une plate-forme de négociations arrêtée à Arusha ménagerait une bonne place au Frodebu en exil, qui ne soutient pas officiellement les hostilités, explique-t-on de bonne source.

La principale pierre d'achoppement à laquelle le médiateur se heurterait actuellement serait le nombre et la composition des groupes de travail devant mener les négociations. Certains partis demandent à y être représentés à la proportionnelle, redoutant une surreprésentation des partis de faible effectif.

Les groupes de travail devraient porter sur la reconstitution des forces armées, de l'administration et de la justice, sur une nouvelle constitution et sur la lutte contre l'impunité.

Le médiateur consulte mardi et mercredi les dix-sept partis suivants : le Front pour la démocratie au Burundi (Frodebu), l'Union pour le progrès national (Uprona, parti présidentiel), le Conseil national pour la défense de la démocratie (CNDD), le Parti pour la libération du peuple hutu (Palipehutu), le Front pour la libération nationale (Frolina), le Parti pour le redressement national (Parena) de l'ex-président Jean-Baptiste Bagaza, le Parti social démocrate (PSD), le Parti libéral (PL), le Parti indépendant des travailleurs (PIT), le Parti pour la réconciliation du Peuple (PRP), le Parti du Peuple (PP), le Rassemblement du peuple burundais (RPB), l'Anadde et les partis Abasa, Inkinzo, Intwari et Raddes.

DJJC/FB/PHD/FH (BU&0616A)

15 JUIN 1998

BURUNDI/NEGOCIATIONS

MAINTIEN DES SANCTIONS EN DEPIT DE L'OUVERTURE DES NEGOCIATIONS

Arusha, 15 juin 98 (FH) - Une levée des sanctions décrétées contre le Burundi il y a bientôt deux ans interviendra quand des progrès significatifs et irréversibles auront été enregistrés dans les négociations de paix, a-t-on appris lundi à Arusha.

"Nous devons nous assurer du cours des négociations, avant de lever toutes les sanctions", a indiqué le président tanzanien Benjamin Mkapa. "Nous ne pourrions le faire que s'il y a une preuve de progrès irréversibles dans ces négociations ouvertes aujourd'hui" a-t-il ajouté, en mettant son auditoire en garde contre une "levée prématurée des sanctions".

Le président Mkapa s'adressait au chef de l'Etat burundais, le major Pierre Buyoya, aux dirigeants, ou à leurs représentants, de six des neuf pays d'Afrique centrale et de l'Est auteurs de sanctions économiques à l'encontre du Burundi, et à une dizaine de délégations burundaises.

Les six premiers Etats africains à avoir adopté des sanctions économiques au lendemain du coup d'Etat de juillet 1996 du major Pierre Buyoya avaient été l'Ethiopie, le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda, la Tanzanie et le Zaïre, ensuite rejoints par le Cameroun, la Zambie et le Zimbabwe.

Le président Mkapa a notamment indiqué "qu'aussitôt que les pourparlers commenceront honnêtement et que toutes les parties montreront leur désir de s'engager de bonne foi dans les négociations, un sommet des pays des Grands lacs révisera de façon définitive la question des sanctions". "De tels progrès vont être rapidement reconnus et récompensés" a conclu le chef de l'Etat tanzanien.

Absent remarqué à l'ouverture des pourparlers, la République démocratique du Congo (ex-Zaïre) dont aucun représentant n'était présent lundi à Arusha. Le Rwanda et l'Ouganda étaient représentés par leurs chefs d'Etat, Pasteur Bizimungu et Yoweri Museveni, la Zambie par son vice-président, tandis que le Kenya l'était par son ministre des Affaires étrangères et l'Ethiopie par son ambassadeur à Nairobi.

Le Burundi s'est engagé dans un important processus de réforme, visant à ménager un partage du pouvoir et une issue pacifique à un conflit interne qui a fait plus de 150'000 morts en cinq ans. Une constitution de transition a été adoptée le 6 juin dernier, permettant au major Buyoya de devenir le président constitutionnel du pays et de nommer deux vice-présidents. L'un d'eux est un dirigeant de l'opposition parlementaire du Frodebu, parti dont les ministres furent évincés du gouvernement lors du putsch de 1996.

Au lendemain de sa prestation de serment du 11 juin dernier, le président Buyoya formait un gouvernement de transition, comportant onze ministres d'opposition, dont neuf du Frodebu. Les titulaires des portefeuilles de la Défense, des Finances, de la Justice, ainsi que des Droits de la personne et des Réformes institutionnelles, sont restés inchangés.

Le Frodebu est un parti d'opposition majoritaire à l'assemblée nationale, dont les portes sont désormais ouvertes à une douzaine de partis politiques qui, jusqu'ici, ne disposaient pas de représentation parlementaire.

Le président de l'assemblée nationale burundaise, Léonce Ngendakumana est un partenaire-clé des accords de transition. Membre du Frodebu, il est arrivé à Arusha dimanche soir et participe aux pourparlers de paix.

Sont également présents deux anciens chef d'Etat burundais, tous deux renversés par le major Buyoya, l'un en 1987, le colonel Jean Baptiste Bagaza dont le parti, le Parena, participe aux négociations, et l'ex-président Sylvestre Ntibantunganya, chassé du pouvoir en juillet 1996, membre du Frodebu.

Le Frodebu est représenté à Arusha par une délégation forte d'au moins dix personnes, dirigée par son président, le Dr Jean Minani, qui vit en exil à Dar es Salaam.

Le parti présidentiel, l'Uprona, est représenté par son président, Libère Bararunyeretse.

Au moins une des factions, rivales entre elles, du mouvement d'opposition armé du CNDD est représentée par Léonard Nyangoma. Le Palipehutu, autre composante de l'opposition armée, est représenté à Arusha par le secrétaire général du parti, Etienne Kana. Le président du Palipehutu, Etienne Karatasi, est absent.

Le parti royaliste burundais (PRB) est représenté par son président Mathias Hitimana. La Société de jeunesse pour la défense des minorités (Sojedem) l'est aussi par son président, Déo Niyonzima. Au moins trois autres partis burundais, le Frolina, le Parti social démocrate (PSD) et le Parti libéral sont également représentés aux pourparlers d'Arusha.

Outre le médiateur tanzanien, l'ancien président Julius Nyerere, sont aussi présents l'envoyé spécial de l'Union européenne dans la région des Grands Lacs, l'Italien Aldo Ajello et le représentant de la communauté catholique de San Egidio, le père Matteo Zuppi.

D'intenses discussions bilatérales devaient se poursuivre lundi soir et mardi matin avec le médiateur Nyerere, afin de définir un agenda et de répartir les membres des délégations dans divers groupes de travail, portant notamment sur une possible recomposition de l'armée burundaise, sur la justice et la lutte contre l'impunité et sur le rééquilibrage politique du pays.

DJJC/FB/PHD/FH (BU&0615a)

12 JUIN 1998

TANZANIE-BURUNDI

SIX ETATS AFRICAINS REPRESENTES AUX POURPARLERS DE PAIX D'ARUSHA

Arusha, 12 juin 98 (FH) - Les six Etats africains auteurs des sanctions économiques à l'encontre du Burundi seront représentés dès l'ouverture des pourparlers de paix pour le Burundi, lundi à Arusha (nord de la Tanzanie). Selon le chef du protocole du ministère tanzanien des Affaires étrangères interrogé par l'agence Hironnelle, les chefs d'Etat ou de gouvernement de la République démocratique du Congo (ex-Zaire), du Rwanda, d'Ethiopie, de Zambie, d'Ouganda et du Kenya seront attendus dimanche après-midi à l'aéroport international du Kilimandjaro par le chef de l'Etat tanzanien, Benjamin Mkapa.

Vendredi après-midi, le Kenya et la Zambie n'avaient pas encore confirmé leur participation aux pourparlers de paix d'Arusha sur le Burundi.

Les premières consultations entre ces Etats auteurs de sanctions économiques contre le Burundi en juillet 1996 à la suite du coup d'Etat du major Pierre Buyoya devraient se dérouler dès dimanche soir au Novotel Mount Meru d'Arusha, en compagnie du médiateur tanzanien, l'ancien président Julius Nyerere, qui devrait arriver à Arusha dès samedi.

Aucune source officielle à Arusha n'a souhaité confirmé la venue en personne du président Buyoya. Les délégations burundaises aux pourparlers devraient prendre la parole lundi matin, au Simba Hall du Arusha International Conference Center (AICC).

Sont prévues lundi matin les déclarations du gouvernement burundais, du président de l'assemblée nationale burundaise, du parti de l'opposition hutue Frodebu, du parti présidentiel Uprona, du mouvement rebelle CNDD, du parti de l'ancien président Jean-Baptiste Bagaza le Parena, celles d'autres partis agréés au Burundi et celles, enfin, de deux groupes de la rébellion armée.

Les déclarations des délégations burundaises seront précédées d'un message de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), dont on ignore à ce stade si elle sera représentée à Arusha par son secrétaire-général, le Tanzanien Salim Ahmed Salim. Un message du secrétaire général des Nations unies, le Ghanéen Kofi Annan, devrait être lu par l'un de ses émissaires.

L'envoyé spécial de l'Union européenne dans la Région des Grands Lacs, l'Italien Aldo Ajello, n'apparaît pas sur le programme, mais sa participation ne semble pas remise en cause.

Selon des rumeurs persistantes, les six Etats africains auteurs des sanctions contre le Burundi pourraient en annoncer une levée au moins partielle, à la faveur des réformes institutionnelles intervenues ces quinze derniers jours au Burundi.

Une constitution de transition a été adoptée, permettant notamment la nomination officielle du major Buyoya comme président de la république, et celles de deux vice-présidents.

Le Burundi a demandé la levée des sanctions dès l'ouverture des pourparlers de paix d'Arusha, mais n'en a pas fait une condition préalable aux négociations.

FB/FH (BU&1206A)